CI-012
2023-04-25
S. Mekki

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2023-2024

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE (PLQ)

AVRIL 2023

360, rue Saint-Jacques, 2e étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5
Accès pour personnes à mobilité réduite : 361, rue Notre-Dame, Ouest
Téléphone : (514) 873-5146 • 1 800 361-6477 Télécopieur : (514) 873-2373
Téléscripteur : (514) 873-2648 Web : www.cdpdj.qc.ca

Document préparé en avril 2023

Coordination
Josée Morin
Directrice du secrétariat général et secrétaire générale adjointe

Soutien technique
Sara Mohamed Ahmed
Technicienne en administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TABLE DES MATIÈRES

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle (PLQ)

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 (ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	11
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2022-2023, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION ; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV ; D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE ; E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	12
P.6	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL ; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2022-2023. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	14
P.7	LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2022-2023.	15
P.9	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2022-2023. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES; E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2022-2023; F. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.	16
P.11	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2022-2023 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	23
P.12	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2022-2023, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	24
P.13	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2022-2023 : A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	25

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.14	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2022-2023 : A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES ; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES ; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER ; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE ; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE	26
P.15	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2022-2023 : A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES ; B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES ; C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME ; D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2022-2023 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES ; E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2022-2023 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.	28
P.20	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2022-2023. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.	29
P.21	POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENCE : A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS ; B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE ; C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION ; D. LA LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS	34
P.22	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2022-2023 : A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION ; B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES ; C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.	36
P.67	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2022-2023 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL ; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION ; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT RÉALISÉ JUSQU'À MAINTENANT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ ; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT ; F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.	37

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.68	LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2022-2023.	38
P.139	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2022-2023. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	39
P.140	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2022-2023, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.	43
P.141	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.	45
P.142	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2023, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.	47
P.143	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	63
P.144	POUR 2022-2023, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, DANS SES INTERVENTIONS AVEC LES EMPLOYEURS, AFIN DE FAIRE VALOIR LES AVANTAGES DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI.	64
P.145	POUR 2022-2023, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE AFIN DE RENFORCER SES PARTENARIATS AVEC LES ORGANISMES SPÉCIALISÉS DANS L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN DES MINORITÉS VISIBLES EN EMPLOI.	66
P.146	POUR 2022-2023, INDIQUER LE NOMBRE D'ORGANISMES PUBLICS QUI ONT SOUMIS UN QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QU'ILS ONT EUX-MÊMES MODIFIÉ, POUR APPROBATION À LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.	67
P.147	DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION QU'ELLE MÈNE ACTUELLEMENT EN LIEN AVEC LA POSSIBILITÉ D'AJOUTER LES SOUS-GROUPES AUX MINORITÉS VISIBLES DANS SON QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QUE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE INDIQUE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONSULTÉS ET LA DATE ET DURÉE DE CHACUNE DE SES RENCONTRES.	68
P.148	POUR 2021-2022 ET 2022-2023, INDIQUER LES ACTIONS ET MESURES MISES EN ŒUVRE PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE POUR ATTIRER L'ATTENTION DES EMPLOYEURS ET DES ORGANISMES PUBLICS SUR LES MICRO-AGRESSIONS.	69
P.149	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2022-2023. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	70
P.150	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2022-2023.	73
P.151	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2022-2023	76
P.152	EFFECTIF POUR 2022-2023 ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	79

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (PLQ)

Question 01	**SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 (ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	2022-2023 (K$)
LOGICIELS ET MATÉRIEL	LOGICIELS = 47 $ MATÉRIEL = 45 $
SERVICES PROFESSIONNELS • **INTERNE** • **EXTERNE** • **CSPQ / ITQ**	INTERNE = 0 $ EXTERNE = 27 $ CSPQ-ITQ =37 $
TOTAL	**156 $**

Question 2	**POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2022-2023, INDIQUER :** **A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;** **B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;** **C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;** **D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;** **E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »

- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈMES ET TROISIÈMES ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »

- **PRÉSIDENT :** TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, NOMMÉ LE 28 FÉVRIER 2019 (DÉCRET 196-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : ARPIN, SUZANNE, NOMMÉE LE 10 JUIN 2019 (DÉCRET 554-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : PIERRE, MYRLANDE. NOMMÉE LE 29 JUILLET 2019 (DÉCRET 684-2019)

MEMBRES

- EL-HAGE, HABIB
- GAUVREAU, LIZETTE
- IASENZA,ISA (démission 1er septembre 2022)
- LECLERCQ, MARIE-LAURE
- LEMAY, SYLVAIN
- ROY, MARTINE
- SANTORINEOS, ANNE-MARIE
- SIOUI, BRUNO
- VILLEFRANCHE, MARJORIE
- VOLLANT, NADINE

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000$ ET DES HONORAIRES DE 200$ PAR JOUR DE RÉUNION (100$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST UN EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUN

D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE

IASENZA, ISA

E. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

NOM ET PRÉNOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ	PRÉSIDENT	5 201 $	0 $	2 896 $
ARPIN, SUZANNE	VICE-PRÉSIDENTE	1 801 $	0 $	59 $
PIERRE, MYRLANDE	VICE-PRÉSIDENTE	10 719 $	0 $	763 $
EL-HAGE, HABIB	MEMBRE	0 $	0 $	N/A
GAUVREAU, LIZETTE	MEMBRE	200 $	0 $	N/A
IASENZA, ISA	MEMBRE	0 $	0 $	N/A
LECLERCQ, MARIE-LAURE	MEMBRE	0 $	0 $	N/A
LEMAY, SYLVAIN	MEMBRE	3 207 $	0 $	N/A
ROY, MARTINE	MEMBRE	128 $	0 $	N/A
SANTORINEOS, ANNE-MARIE	MEMBRE	0 $	0 $	N/A
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	1 911 $	0 $	N/A
VILLEFRANCHE, MARJORIE	MEMBRE	0 $	0 $	N/A
VOLLANT, NADINE	MEMBRE	4 645 $	0 $	N/A
TOTAL		27 812 $	0 $	3 718 $

Question 6	**COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2022-2023. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS	ÉCART
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	100 500 $	92 125 $	8 375 $
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	1 601 400 $	1 467 950 $	133 450 $
PROJETS	182 500 $	140 261 $	42 239 $
TOTAL	1 884 400 $	1 700 336 $	184 064 $

Question 7	**LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2022-2023.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

RÉNOVATIONS

BUREAU DE GATINEAU – RÉNOVATIONS PILOTÉES PAR LA SQI = 3 385 $

BUREAU DE TROIS-RIVIÈRES – RÉNOVATIONS PILOTÉES PAR LA SQI = 12 840 $

RECHERCHE DE LOCAUX

MANDAT DONNÉ À LA SQI POUR RÉCHERCHE DE LOCAL À SAINT-JÉROME – EN ATTENTE

MANDAT DONNÉ À LA SQI POUR RECHERCHE DE LOCAL SAGUENAY – EN ATTENTE

MANDAT DONNÉ À LA SQI POUR LOCAL À RIMOUSKI – PROJET EN COURS

MANDAT DONNÉ À LA SQI POUR RECHERCHE DE LOCAL À VAL D'OR – PROJET FINALISÉ

Question 9	**LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2022-2023, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :** **A. LE MANDAT ;** **B. LES MEMBRES ;** **C. LE BUDGET ;** **D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2022-2023 ;** **E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2022-2023
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCDP)	REGROUPEMENT DE DÉFENSES DES DROITS DU CANADA	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER MYRLANDE PIERRE	6
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ)	LE CCDEJ EST UN REGROUPEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS DE L'ENSEMBLE DU CANADA, DONT LE MANDAT CONSISTE À PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES ET À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX.	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER SUZANNE ARPIN	6
COMITÉ PERMANENT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ)	• EXAMINER LES RECOMMANDATIONS DES DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LPJ ; • RECOMMANDER, S'IL Y A LIEU, DES MODIFICATIONS À LA LPJ ; • IDENTIFIER ET RECOMMANDER LES MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES À LA LPJ AFIN D'AMÉLIORER LA CAPACITÉ DU DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (DPJ) À INTERVENIR AUPRÈS DES FAMILLES ET DES ENFANTS EN DIFFICULTÉ EN PROPOSANT DES SOLUTIONS LÉGISLATIVES.	SUZANNE ARPIN CLAIRE BERNARD	3
TABLE DE CONCERTATION SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET) D'AGRICARRIÈRES	LA TABLE DE CONCERTATION VISE À RÉPONDRE À CES OBJECTIFS • CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION ET LA PROMOTION DES CONDITIONS GLOBALES DES TET ET DES EMPLOYEURS AGRICOLES • OPTIMISER LA COHÉRENCE ET L'EFFICIENCE DES SERVICES ET DES CONTRÔLES • ÉTABLIR DE MEILLEURES COMMUNICATIONS ENTRE TOUS LES INTERVENANTS • ASSURER UNE ACTUALISATION CONSTANTE DES PROGRAMMES SELON LES ENJEUX • ÊTRE PROACTIF PAR LA RÉFLEXION DE SOLUTIONS PERTINENTES ET CONCRÈTES	GERMAIN ROYER	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2022-2023
COALITION CONTRE LA HAINE	TABLE DE CONCERTATION MULTISECTORIELLE QUI RÉUNIT DES ORGANISMES PRÉOCCUPÉS PAR LES ENJEUX ENTOURANT LA HAINE AU QUÉBEC ET QUI PROVIENNENT DE MILIEUX DIVERS : DU COMMUNAUTAIRE, DES SECTEURS DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX, DU SECTEUR PRIVÉ, ETC.	MARIE-IRIS LÉGARÉ (1/2 ANNÉE) SABINE MONPIERRE (1/2 ANNÉE)	7
COMITÉ DES RELATIONS ENTRE INSPECTEURS ET CITOYENS -SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES RESPONSABLES DE LA STM SUR LES BESOINS ET LES PRÉOCCUPATIONS DE LA COLLECTIVITÉ, PARTICULIÈREMENT LES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS/ENRICHIR LA PRISE DE DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA) ET DES DIRECTIONS CONCERNÉES SUR LES DOSSIERS ET LES QUESTIONS EN LIEN AVEC LES INSPECTEURS, LEUR RÔLE, LEUR SERVICE ET LEUR RAPPORT AVEC LA COMMUNAUTÉ.	MARIE-IRIS LÉGARÉ (1/2 ANNÉE) STÉPHANIE ROBERGEAU (1/2 ANNÉE)	3
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE DU PLAN GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES 2017-2022	ASSURER L'IMPLANTATION ET LA COORDINATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL	GERMAIN ROYER	1
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS RÉGIONS : MONTRÉAL – CENTRE-DU-QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES – OUTAOUAIS – LAURENTIDES - LANAUDIÈRE – MONTÉRÉGIE – NORD DU QUÉBEC – CÔTE-NORD – BAS SAINT-LAURENT – GASPÉSIE - ESTRIE – CAPITALE NATIONALE – LAVAL - SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6.	GERMAIN ROYER STÉPHANIE ROBERGEAU VANESSA TAYLOR	15
COMITÉ DE CONSULTATION MULTISECTORIELLE PROVINCIALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉES - CREGES	ÉQUIPE DE CONSULTATION QUI S'ADRESSE SPÉCIFIQUEMENT AUX PROFESSIONNELS CONFRONTÉS À DES SITUATIONS COMPLEXES ET DIFFICILES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES AFIN D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GERMAIN ROYER	2

« Suite »

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2022-2023
COMITÉ SUR LA MALTRAITANCE EN CONTEXTE DE COHABITATION – DÉVELOPPEMENT D'OUTILS ET DE PRATIQUES	PARTAGE DE PRATIQUES ET DÉVELOPPEMENT D'OUTILS POUR LES PERSONNES INTERVENANT AUPRÈS DES PERSONNES VULNÉRABLES QUI COHABITENT AVEC UNE PERSONNE MALTRAITANTE.	GERMAIN ROYER	3
GROUPE DE RECHERCHES EN INTERCULTURELLE	LE GROUPE DE RECHERCHE A POUR OBJECTIF : a. OFFRIR DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE FORMATION EN INTERCULTUREL b. CERNER LES ENJEUX ÉTHIQUES PAR RAPPORT À LA FORMATION ET SUR L'AUTORÉFLEXIVITÉ c. OUTILLER LES FORMATEURS EN INTERCULTUREL d. OFFRIR DES OUTILS POUR ÉVALUER L'IMPACT DES FORMATIONS e. DIRIGER LES FORMATEURS ET FUTURS FORMATEURS DANS LA MISE EN PLACE D'UNE FORMATION ÉQUILIBRÉE	RÉZA DUPUIS	4
COMITÉ DE TRAVAIL FORMATION PROFILAGE RACIAL	COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL AYANT POUR MANDAT D'ÉTABLIR LES OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES, LA MATRICE, LE CONCEPT ET LE CONTENU D'UNE FORMATION DE 10 HEURES SUR LE PROFILAGE RACIAL	RÉZA DUPUIS (1/3 ANNÉE) STÉPHANIE ROBERGEAU (2/3 ANNÉE)	43
COMITÉ DIRECTEUR INTERINSTITUTIONNEL POUR LA PLANIFICATION D'UNE FORMATION SUR LE PROFILAGE RACIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS	PLANIFIER ET ÉLABORER UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AU PERSONNEL DES ORGANISATIONS POLICIÈRES QUI PERMETTRAIT DE : • RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS FORMULÉES, NOTAMMENT, PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC ET PAR LE GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME AINSI QU'AUX PRÉOCCUPATIONS SOULEVÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE • ACTUALISER LA PRATIQUE ET LA PRESTATION DES SERVICES POLICIERS DANS LE CADRE D'UNE SOCIÉTÉ PLURIELLE ET EN CONSTANTE TRANSFORMATION • PROMOUVOIR UN LIEN DE CONFIANCE ENTRE LES POLICIERS ET LES COMMUNAUTÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VICTIME DE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL	MYRLANDE PIERRE GENEVIÈVE DORAIS-BEAUREGARD STÉPHANIE ROBERGEAU GERMAIN ROYER	1
COMITÉ DE TRAVAIL POUR L'ADAPTATION DE MYTHES ET RÉALITÉS SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES	ADAPTER L'OUVRAGE MYTHES ET RÉALITÉS POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES EN PLATEFORME WEB INTERACTIVE. SIÈGENT AVEC NOUS SUR CE COMITÉ, L'INSTITUT THSAKAPESH, UNE PROFESSEURE DE L'UQAT, DES REPRÉSENTANTS DE COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET UNE FIRME EXTERNE EN DESIGN INTERACTIF.	SOPHIE AMBROSI SÉBASTIEN OTIS	7

« Suite »

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2022-2023
Comité organisateur Semaine d'Actions contre le racisme et l'égalité des chances (SACR)	Conseil consultatif en charge de préparer l'édition	Sabine Monpierre	2
Comité de réflexion sur la certification des chiens d'assistance	Piloté par l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Préparer un document d'étude sur la certification des chiens-guides et d'assistance pour le Québec.	Makram Tahari Marie-Iris Légaré	6
Comité de travail pour la rédaction d'un cadre de référence pour les inspecteurs en salubrité	Travaux organisés par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) qui vise à soutenir la rédaction d'un cadre de référence interne adressé aux inspecteurs en salubrité des aliments en lien avec les animaux d'assistance. Favoriser des communications conjointes et convergentes de la part des deux institutions vers les exploitants des restaurants et commerces agroalimentaires	Marie-Iris Légaré Makram tahari	5
Ville de Trois-Rivières - Comité de préparation du Plan d'action visant l'accueil, l'inclusion, la pleine participation et la rétention des personnes issues de l'immigration à Trois-Rivières	Contribuer au plan d'action et à la rédaction d'un guide d'accueil des nouveaux arrivants.	Makram tahari	4
Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres (Université du Québec à Montréal)	Favoriser la mobilisation des expertises scientifiques et partenariales dans la production de nouveaux savoirs concernant les réalités des personnes de minorités sexuelles et de genre, les impacts des discriminations et des différentes formes d'exclusion, de dévalorisation et d'infériorisation de ces personnes, ainsi que les moyens de les contrer efficacement	Samuel Blouin	2
Comité consultatif du Centre de recherche pour l'inclusion des personnes en situation de handicap (CRISPESH)	Conseiller et orienter l'équipe de direction du CRISPESH sur les projets en cours de développement, de façon à s'assurer de leur pertinence sociale ; agir à titre d'intermédiaires entre la communauté et le CRISPESH, en particulier pour : suggérer des partenariats ou des collaborations et éventuellement soutenir leur mise en place ; de contribuer à la reconnaissance du CRISPESH dans la communauté et leurs milieux et à la diffusion des résultats de recherche, productions scientifiques, outils de transfert, événements, etc.	Daniel Ducharme	3

« Suite »

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2022-2023
COMITÉ D'ÉTHIQUE DU SERVICE DE POLICE DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL	APPUYER ET AIGUILLER LE COMITÉ ÉTHIQUE DU SERVICE DE POLICE DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL (SPAL) SUR LE PLAN ÉTHIQUE ET LÉGAL.	EVELYNE PEDNEAULT	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE CONCERTATION ET DE COORDINATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS RELATIVEMENT AUX SERVICES DE SURVEILLANCE DES ÉLÈVES HANDICAPÉS DE 12 À 21 ANS ET AUX CAMPS DE JOUR ET CAMPS D'ÉTÉ SPÉCIALISÉS (OPHQ)	TROUVER DES SOLUTIONS STRUCTURANTES ET PÉRENNES AFIN DE STABILISER LES ENJEUX DE MAIN-D'ŒUVRE VÉCUS ACTUELLEMENT AU SEIN DES SERVICES DE SURVEILLANCE ET DES DIVERS CAMPS D'ÉTÉ SPÉCIALISÉS ET AINSI ÉVITER DES BRIS DE SERVICES AUX JEUNES HANDICAPÉS ET À LEUR FAMILLE DUREMENT TOUCHÉE PAR LES FERMETURES DE SERVICES	DANIEL DUCHARME	9
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE DE L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2023-2028 (BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE)	PROPOSER DES ACTIONS CONCRÈTES, OPPORTUNES ET CONCERTÉES FAVORISANT L'INCLUSION DES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE, INCLUANT LES PERSONNES INTERSEXES, ET DES MESURES POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION.	SAMUEL BLOUIN REMPLACÉ PAR M^{E} KARINA MONTMINY	7
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE RENOUVELLEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE)	ÉLABORER ET ASSURER LE SUIVI DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE INTÉGRÉE POUR CONTRER LA VIOLENCE SEXUELLE, LA VIOLENCE CONJUGALE ET REBÂTIR LA CONFIANCE 2022-2027	KARINA MONTMINY	1
COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (COMRADES) (UNIVERSITÉ LAVAL)	LA COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (COMRADES) VISE À STRUCTURER LA RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (DES) POUR FAIRE ÉMERGER UN NOUVEAU PARADIGME EN DROITS DE LA PERSONNE. CE PARTENARIAT A POUR OBJECTIF DE PROPULSER LES DES DANS L'ÉCOSYSTÈME JURIDIQUE POUR ACCROÎTRE LEUR INTÉGRATION ET LEUR NORMALISATION DANS LES PRATIQUES DE DROITS DE LA PERSONNE.	EVELYNE PEDNEAULT	3
ÉQUIPE DE RECHERCHE INCLUSION ET DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE EN ÉDUCATION (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	PRATIQUES SCOLAIRES, PROCESSUS INSTITUTIONNELS ET EXPÉRIENCES DES ACTEURS DE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE	AMINA TRIKI-YAMANI	3
OBSERVATOIRE DES PROFILAGES (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	PRODUIRE DE NOUVELLES DONNÉES ET ANALYSES AFIN DE FOURNIR DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, JUDICIAIRES ET MÉDIATIQUES RÉCENTES SUR LE PHÉNOMÈNE DES PROFILAGES SOCIAL, RACIAL ET POLITIQUE	EVELYNE PEDNEAULT	4

« Suite »

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2022-2023
PARTENARIAT DE RECHERCHE POLITIQUES ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE RETOUR AU TRAVAIL APRÈS UNE LÉSION PROFESSIONNELLE : DÉFIS DE TAILLE ET SOLUTIONS INNOVATRICES (UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	EXAMINER DE GRANDES QUESTIONS DE POLITIQUE LIÉES AUX LOIS SUR L'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS, DANS LE BUT D'ÉLIMINER LES PROBLÈMES SOUS-JACENTS ET D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES LOIS POUR LES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS LES PLUS VULNÉRABLES	STÉPHANIE FOURNIER	1
PARTENARIAT DE RECHERCHE RACISME ET RADICALISATION AU QUÉBEC : CARTOGRAPHIE DES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DANS, PAR, SUR ET À TRAVERS LES MÉDIAS (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	PORTANT SUR LES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DE DIFFÉRENTS LOCUTEURS EN INTERACTION DANS, PAR OU À TRAVERS LES MÉDIAS TRADITIONNELS ET SOCIAUX À PROPOS D'ÉVÉNEMENTS OU DÉBATS SURVENUS AU QUÉBEC (2017-2018), CE PROJET VISE À CARTOGRAPHIER CE QUI RELÈVE DU DISCOURS POPULISTE OU RACISTE, VOIRE DU DISCOURS HAINEUX OU RADICALISÉ AU SENS DU DROIT.	JEAN-SÉBASTIEN IMBEAULT	2
PARTENARIAT DE RECHERCHE SAVOIRS SUR L'INCLUSION ET L'EXCLUSION DES PERSONNES LGBTQ (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	DRESSER UN PORTRAIT QUANTITATIF ET QUALITATIF DES PARCOURS ET DES FORMES CONTEMPORAINES D'INCLUSION/EXCLUSION SOCIALE VÉCUS PAR DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANS ET QUEERS (LGBTQ) RÉSIDANT AU QUÉBEC ET RÉALISER UNE ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES LES CONCERNANT	SAMUEL BLOUIN	5
PARTENARIAT DE RECHERCHE SUR LA CONSTRUCTION DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC	CE PROJET A POUR OBJECTIF GÉNÉRAL DE METTRE EN LUMIÈRE ET EN RELATION LES REPRÉSENTATIONS VÉHICULÉES PAR DES MÉDIAS D'INFORMATION, LES RESPONSABLES POLITIQUES, L'OPINION PUBLIQUE ET LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES AFIN DE FAIRE ÉMERGER LES PERSPECTIVES, LES DISCOURS ET LES ARGUMENTAIRES À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC.	DANIEL DUCHARME	1
COMITÉ DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PL79	CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DES SERVICES OFFERTS AUX FAMILLES D'ENFANTS AUTOCHTONES DISPARUS OU DÉCÉDÉS, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE PLAINTES ET CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU TRAITEMENT DES DEMANDES.	NICOLE ANNE VAUTOUR	5
COMITÉ PAÉE POUR LES FEMMES DANS LES EMPLOIS CADRE, LES PROFESSIONNELS ET LES MÉTIERS TRADITIONNELLEMENT MASCULINS.	CE COMITÉ DE TRAVAIL A COMME MANDAT D'ÉLIMINER LA SOUS-REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES EMPLOIS CADRES DE LA DIRECTION, LES EMPLOIS PROFESSIONNELS ET LES MÉTIERS TRADITIONNELLEMENT MASCULINS VISÉS PAR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI. IL S'ATTARDE À COMPRENDRE LES CAUSES DE CETTE SOUS-REPRÉSENTATION ET À TROUVER DES SOLUTIONS VISANT À FACILITER L'INTÉGRATION DES FEMMES DANS CES CATÉGORIES D'EMPLOIS. LE COMITÉ SOUMET SES RECOMMANDATIONS À LA COMMISSION, CETTE DERNIÈRE DÉTERMINANT CELLES QUI SERONT RETENUES ET IMPLANTÉES.	MARTIN BOUCHER	3

« Suite »

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2022-2023
GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME –ACTION N°4– RACISME DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT (COMITÉ LOGEMENT)	COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL VISANT LA RECOMMANDATION ISSUE DU RAPPORT DU GACR DANS LA LUTTE CONTRE TOUTE DISCRIMINATION EN MATIÈRE D'HABITATION FONDÉE SUR LA RACE, LA COULEUR, L'ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE. OBJECTIFS : • RENFORCER LE TRAITEMENT DES PLAINTES EN MATIÈRE DE DISCRIMINATION EN HABITATION • MIEUX INFORMER LE PUBLIC, ET NOTAMMENT LES LOCATAIRES ET LES FUTURS LOCATAIRES, DU PROCESSUS DE PLAINTE • MIEUX INFORMER LES LOCATEURS DES ENJEUX RELATIFS AU RACISME ET À LA DISCRIMINATION	AUDREY ASSEMAN ABDOU LAT FAM	2

Question 11	**NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2022-2023 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 12

POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 6 %

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 13

POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 61 %

Question 12	**LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2022 2023, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	COÛT
ADHoc recherche Sondage dans 4 régions : Mauricie, Estrie, Outaouais Abitibi-Témiscamingue pour mesurer les impacts produits de communications et promotion	6900 $
SOM – Qualité des services et la satisfaction de la clientèle	6 650 $
TOTAL	13 550 $

Question 13	**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2022-2023 :** **A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;** **B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;** **C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;** **D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU CONCOURS	OBJECTIF VISÉ	DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN	PRIX REMIS	VALEUR DU PRIX
PRIX DROITS ET LIBERTÉS ÉDITION 2022 NOTRE PLANÈTES NOS DROITS	PRIX DÉCERNÉ CHAQUE ANNÉE À UNE INITIATIVE, UNE PERSONNE OU UNE ORGANISATION QUI A CONTRIBUÉ À L'AVANCEMENT DES DROITS ET LIBERTÉS OU DES DROITS DE LA JEUNESSE AU QUÉBEC. CETTE ANNÉE LE THÈME FAISAIT RÉFÉRENCE À L'ARTICLE 46.1 DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE	3 JUIN 2022	8 DÉCEMBRE 2022	TROPHÉES EN BOIS POUR LE COUP DE CŒUR, LE LAURÉAT ET LES 2 FINALISTES	195 $ LAURÉAT 175 $ COUP DE CŒUR 105 $ PAR FINALISTE

Question 14	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR **2022-2023** : **A.** LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; **B.** LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; **C.** LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; **D.** LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; **E.** LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS	NOM DE LA FIRME	DIFFUSION	OBJECTIF VISÉ
À LOUER SANS DISCRIMINATION	1 120 $	FACEBOOK-META	5 AU 30 AVRIL 2022	SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT SUR LEURS OBLIGATIONS LÉGALES ET SUR L'INTERDICTION DE DISCRIMINER LES LOCATAIRES POTENTIELS
	660 $	GOOGLE		
FUGITIFS!	858 $	FACEBOOK-META	31 MARS AU 31 MAI 2022	PROMOTION DE LA TROUSSE ÉDUCATIVE FUGITIFS! QUI VISE À MIEUX OUTILLER TOUTE PERSONNE EXERÇANT UN RÔLE D'ÉDUCATION AUPRÈS DE JEUNES DE 15 À 24 ANS AFIN D'ABORDER L'HISTOIRE DE LA PRÉSENCE AFRODESCENDANTE AU QUÉBEC DEPUIS LA TRAITE TRANSATLANTIQUE DES ESCLAVES
	397 $	GOOGLE		
LA BIENTRAITANCE DES PERSONNES AINÉES	7798 $	GOOGLE	28 NOVEMBRE 2022 AU 30 JANVIER 2023	PROMOTION D'OUTILS POUR SENSIBILISER À LA BIENTRAITANCE DES PERSONNES AÎNÉES, PAR LA PROMOTION DE DEUX GESTES TRÈS SIMPLES QUI SONT RESPECTUEUX POUR LES PERSONNES VIVANT DANS UNE RÉSIDENCE POUR PERSONNES AÎNÉES
	356 $	FACEBOOK-META		
	182 $	RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF D'HABITATION		
LA COMMISSION POUR VRAI	1700 $	Koma Films inc.	31 MARS AU 30 AVRIL 2022	AIDER À LA COMPRÉHENSION DE DIFFÉRENTS ASPECTS DU TRAVAIL ET DES MANDATS DE LA COMMISSION PAR LA RÉPONSE À DIFFÉRENTS « MYTHES ». ÉVENTUELLEMENT CONTRIBUER À RÉDUIRE LE NOMBRE D'APPELS POUR DES PLAINTES NON RECEVABLES AFIN DE CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DES DÉLAIS DE L'ACCUEIL DES PLAINTES
	19 999 $	Société Radio-Canada		

« Suite »

Nom de la campagne	Coûts	Nom de la firme	Diffusion	objectif visé
Concours de dessins d'enfants	455 $	Facebook-Meta	1er au 31 juillet 2022	Faire la promotion d'un vote en ligne pour choisir un dessin parmi des dessins d'enfants qui portent sur les droits de la personne, en vue de choisir la couverture du prochain Rapport d'activités et de gestion
	307 $	Google		
Discrimineville	379 $	Facebook-Meta	28 août au 20 novembre 2022	Promouvoir le jeu Discrimineville, un outil éducatif pour sensibiliser les jeunes à la discrimination dans les lieux publics. Le jeu s'adresse aux jeunes de 12 à 18 ans et aborde les notions de droits et libertés, les obligations qui en découlent et le pouvoir d'intervention de personnes en situation d'autorité
	378 $	Google		
Nouveau site Web	747 $	Facebook-Meta	28 août au 28 novembre 2022	Promotion du nouveau site Web qui offre une plus grande facilité de navigation pour les citoyens et citoyennes, ainsi que du nouveau formulaire de plainte en ligne
Prix Droits et Libertés 2021	7 756 $	Astral Média Affichage, s.e.c.	6 juin au 7 août 2022	promouvoir le thème du prix Droits et Libertés 2021, le droit à la santé, à travers le témoignage de 5 travailleuses et travailleurs de la santé
	5 180 $	Québecor Affichage		
Total	48 272 $			

Question 15	**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2022-2023 :** A. **LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;** B. **LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;** C. **LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME;** D. **LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2022-2023 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;** E. **LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2022-2023 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;

8 PERSONNES INCLUANT LA DIRECTRICE.

MEISSOON AZZARIA : COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS
SOPHIE AMBROSI : CONSEILLÈRE AUX COMMUNICATIONS ET ÉDIMESTRE
ARNAUD BRIEN-THIFFAULT CONSEILLER EN COMMUNICATION (JUSQU'AU 7 DÉCEMBRE 2022)
DALIA ALACHI : CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION
JACK DUHAIME : CONSEILLER EN COMMUNICATION
HALIMATOU BAH : CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION (DEPUIS LE 07-11-2022)
DORETTE TIOMO : TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION (JUSQU'AU 30 AVRIL 2022)
GENEVIÈVE DORAIS-BEAUREGARD : DIRECTRICE ÉDUCATION-COOPÉRATION ET COMMUNICATIONS

B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;

208 780 $

C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME;

1. UNE RENCONTRE VIRTUELLE SUR LES DROITS D'AUTEURS AVEC L'ENSEMBLE DES RESPONSABLES DES DROITS D'AUTEURS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DE LA NOUVELLE DIRECTIVE.

2. UNE RENCONTRE VIRTUELLE AVEC LE DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS DU PROTECTEUR DU CITOYEN POUR PARTAGER SUR NOS EXPÉRIENCES EN MATIÈRE DE SONDAGE DE NOTORIÉTÉ.

D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2022-2023 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;

MELTWATER NEWS CANADA INC., PAYÉ À L'EXERCICE PRÉCÉDENT

E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2022-2023 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

MELTWATER NEWS CANADA INC., PAYÉ À L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Question 20	**LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2022-2023. INDIQUER :** **A. LE LIEU ;** **B. LE COÛT ;** **C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION ;** **D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ;** **E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ ;** **F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LIEU	COÛT TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
2900 BOUL. ÉDOUARD-MONTPETIT, MONTRÉAL H3T 1J4	691 $	MAI À JUIN 2022	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	GESTION RÉSEAUX ET PROTOCOLES
10 RUE SHERBROOKE OUEST, MONTRÉAL, QC H2X 4C9	908 $	06-05-2022	2	OBSERVATOIRE QUÉBÉCOIS DES INÉGALITÉS UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	JOURNÉE D'ÉTUDES - IMPACTS DE LA PANDÉMIE SUR LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC
2500 CH. DE POLYTECHNIQUE, MONTRÉAL H3T 1J4	348 $	SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2022	1	POLYTECHNIQUE MONTRÉAL	CR345 SÉCURITÉ DES SERVEURS
2500 CH. DE POLYTECHNIQUE, MONTRÉAL H3T 1J4	348 $	SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2022	1	POLYTECHNIQUE MONTRÉAL	VIRTUALISATION CR380
500 RUE SAINT-JACQUES, MONTRÉAL H2Y 1S1	1 233 $	26-05-2022	2	AFI EXPERTISE	WORD INTERMÉDIAIRE : STYLES, NUMÉROTATION ET TABLEAUX
800, RUE DU SQUARE-VICTORIA, 31E ÉTAGE	149 $	12-10-2022	1	ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL, SECTEUR ADMINISTRATION PROVINCIALE	PERSONNE-RESSOURCE EN ADAPTATION DE POSTES DE TRAVAIL (BASE – MODULE I), VOLETS THÉORIQUE ET PRATIQUE
CENTRE DES CONGRÈS DE LÉVIS, 5750 RUE J.-B.-MICHAUD, LÉVIS G6V 0B1	1 734 $	14-09-2022	2	LES ÉDITIONS DU POINT	COLLOQUE POUR LE MIEUX-ÊTRE DES AÎNÉS
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1 026 $	10 ET 11-05-2022	1	OBSERVATOIRE DÉMOGRAPHIQUE ET STATISTIQUE DE L'ESPACE FRANCOPHONE	QUELS INDICATEURS ET À QUELLES FINS ? REGARD INTERDISCIPLINAIRE SUR LA « MESURE » DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION LINGUISTIQUE ET DE L'USAGE DU FRANÇAIS AU QUÉBEC
EN LIGNE	3 546 $	03 AU 07-10-2022	1	AFI EXPERTISE	AUTOMATISER L'ADMINISTRATION WINDOWS AVEC MICROSOFT POWERSHELL
EN LIGNE	1 352 $	06 AU 10-06-2022	1	EUROPEAN DIGITAL RIGHTS	RIGHTSCON - CONGRÈS SUR LES DROITS HUMAINS DANS LE NUMÉRIQUE
EN LIGNE	72 $	12 ET 14-04-2022	1	ISARTA INC	STRATÉGIE DE PLANIFICATION MÉDIA
EN LIGNE	2 616 $	12 AU 16-12-2022	1	AFI EXPERTISE	MICROSOFT POWER PLATFORM POUR DÉVELOPPEUR
EN LIGNE	1 606 $	19 ET 20-04-2022	1	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	LEAN 6 SIGMA CEINTURE JAUNE

Lieu	Coût total	Date	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
EN LIGNE	3 598 $	24 au 27-10-2022	8	Forum Mondial de Médiation	L'humanité face aux conflits actuels : nouveaux défis pour la médiation
EN LIGNE	392 $	25 et 26-10-2022	1	Forum Mondial de Médiation	L'humanité face aux conflits actuels : nouveaux défis pour la médiation
EN LIGNE	2 522 $	6 au 9 février 2023	1	AFI expertise	Analyste des opérations de sécurité Microsoft (SC-200T00)
EN LIGNE	1 401 $	8, 15 et 16 décembre 2022	1	Association des responsables de la gestion des plaintes	Négociation Raisonnée
EN LIGNE	482 $	Mai à septembre 2022	1	TELUQ	Le management du changement
EN LIGNE	382 $	Mars à juin 2022	1	TELUQ	Administration financière
EN LIGNE	2 308 $	05-04-2022	13	Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques
EN LIGNE	2 245 $	07-04-2022	12	Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques
EN LIGNE	2 308 $	12-04-2022	13	Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques
EN LIGNE	2 245 $	14-04-2022	12	Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques
EN LIGNE	2 308 $	19-04-2022	13	Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques
EN LIGNE	2 245 $	21-04-2022	12	Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques
EN LIGNE	3 071 $	26-04-2022	12	Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques
EN LIGNE	2 533 $	26-04-2022	13	Accent 2000 inc.	Développer son esprit de synthèse et rédiger avec concision
EN LIGNE	354 $	03-05-2022	1	Barreau du Québec	Le pourvoi en contrôle judiciaire après l'arrêt Vavilov
EN LIGNE	2 533 $	04-05-2022	13	Accent 2000 inc.	Développer son esprit de synthèse et rédiger avec concision
EN LIGNE	2 233 $	12-05-2022	11	Accent 2000 inc.	Développer son esprit de synthèse et rédiger avec concision
EN LIGNE	77 $	17-05-2022	1	Fondation du Barreau	Le droit des personnes trans au Québec
EN LIGNE	2 921 $	19-05-2022	14	Accent 2000 inc.	Développer son esprit de synthèse et rédiger avec concision
EN LIGNE	22 854 $	30-05-2022	101	CDPDJ	Décisions de la Cour Suprême du Canada
EN LIGNE	112 $	31-05-2022	1	Association du Barreau canadien	La face cachée de la discrimination : comprendre la grossophobie !
EN LIGNE	147 $	07-06-2022	1	Académie de transformation numérique	Découvrir l'agilité
EN LIGNE	17 306 $	08-06-2022	118	CDPDJ	Plan de formation sur les outils d'aide au traitement des dossiers
EN LIGNE	15 083 $	09-06-2022	102	CDPDJ	Plan de formation sur les outils d'aide au traitement des dossiers
EN LIGNE	663 $	13-06-2022	1	Observatoire des profilages	Assemblée générale annuelle de l'Observatoire des profilages
EN LIGNE	2 159 $	13-07-2022	22	CDPDJ	Migration des documents dans SharePoint

Lieu	Coût total	Date	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
EN LIGNE	408 $	27-07-2022	1	DOUSSOU INC.	FORMATION - ACROBAT PRO
EN LIGNE	140 $	01-08-2022	1	ACADÉMIE DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	DÉCOUVRIR L'AGILITÉ
EN LIGNE	3 980 $	22-08-2022	2	AFI EXPERTISE	INGÉNIEUR AZURE DEVOPS (AZ-400)
EN LIGNE	559 $	01-09-2022	1	AFI EXPERTISE	EXCEL BASE EN CLASSE VIRTUELLE
EN LIGNE	350 $	07-09-2022	1	AFI EXPERTISE	ADMINISTRATEUR DE LA PROTECTION DES INFORMATIONS MICROSOFT (SC-400T00)
EN LIGNE	431 $	14-09-2022	2	BARREAU DU QUÉBEC	JURISPRUDENCE RÉCENTE EN MATIÈRE D'ENQUÊTES DE HARCÈLEMENT
EN LIGNE	848 $	23-09-2022	5	CENTRE DE DOCUMENTATION SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES ET LA CONDITION FÉMININE	ANIMER UN ATELIER DONNÉ EN PRÉSENCE ET À DISTANCE
EN LIGNE	7 732 $	27-09-2022	14	EMPREINTE HUMAINE CANADA 2019 INC.	ATELIER DE FORMATION SUR LA RECONNAISSANCE AU TRAVAIL
EN LIGNE	174 $	27-09-2022	2	FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC	WEB-CONFÉRENCE - QUESTIONS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AUX PEUPLES AUTOCHTONES
EN LIGNE	5 969 $	05-10-2022	9	AFI EXPERTISE	MAÎTRISER AZURE BOARDS POUR ÊTRE PLUS AGILE EN CLASSE VIRTUELLE
EN LIGNE	838 $	05-10-2022	1	FORMATION PAR GROUPE MP PLUS INC.	GÉRER LES PERSONNALITÉS DIFFICILES
EN LIGNE	460 $	06-10-2022	2	SOQUIJ	LA RÉFORME DES MESURES DE PROTECTION
EN LIGNE	36 $	13-10-2022	1	COMITÉ CONSULTATIF PERSONNES HANDICAPÉES	ADAPTATION DES MILIEUX DE TRAVAIL AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP : DÉMYSTIFIER ET OUTILLER
EN LIGNE	992 $	21-10-2022	1	UNIVERSITÉ D'OTTAWA	COLLOQUE FRONTIÈRES, LIMITES, PANDÉMIES
EN LIGNE	1 120 $	24-10-2022	1	LEGAL REPRESENTATION FOR CHILDREN AND YOUTH	BEST PRACTICES IN CHILD LEGAL REPRESENTATION
EN LIGNE	476 $	01-11-2022	1	AFI EXPERTISE	EXCEL - TABLEAUX CROISÉS DYNAMIQUES ET LISTE DE DONNÉES
EN LIGNE	78 $	07-11-2022	1	BARREAU DU QUÉBEC	LA PROFESSION À L'HEURE DE LA PANDÉMIE : LES OBLIGATIONS DÉONTOLOGIQUES DES AVOCATS EN TEMPS DE CRISE
EN LIGNE	249 $	08-11-2022	1	BARREAU DU QUÉBEC	ÉTHIQUE ET COURTOISIE : SE COMPORTER PROFESSIONNELLEMENT EN TOUT TEMPS
EN LIGNE	135 $	08-11-2022	1	BARREAU DU QUÉBEC	WARD C. COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ET LA MOBILISATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN DROIT QUÉBÉCOIS
EN LIGNE	13 609 $	09-11-2022	15	UNIVERSITÉ LAVAL	FORMATION SYNCHRONE INTRODUCTION À L'AGILITÉ
EN LIGNE	477 $	11-11-2022	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	JOURNÉES ANNUELLES SAVIE-LGBTQ
EN LIGNE	3 419 $	15-11-2022	19	ISARTA	GESTION DES ATTENTES ET PRIORISATION DU TRAVAIL

Lieu	Coût total	Date	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
EN LIGNE	174 $	16-11-2022	1	Barreau du Québec	La discrimination systémique : mythe ou réalité ?
EN LIGNE	198 $	17-11-2022	1	Barreau du Québec	Comment négocier avec les personnalités difficiles. Le coffre à outils
EN LIGNE	27 $	17-11-2022	1	Fédération des milieux documentaires	Causerie FMD3S - Le virage numérique, un projet à cultiver
EN LIGNE	10 732 $	18-11-2022	14	Empreinte Humaine Canada 2019 inc.	10 capsules vidéo de sensibilisation à la reconnaissance pour les employés
EN LIGNE	126 $	21-11-2022	1	Barreau du Québec	Comment aider le client déstabilisé à considérer le mode approprié de règlement des différends
EN LIGNE	346 $	21-11-2022	1	Barreau du Québec	La déontologie judiciaire
EN LIGNE	14 $	23-11-2022	1	Serge Gauvin Solutions inLibro	Des outils pour simplifier la gestion de votre bibliothèque
EN LIGNE	75 $	24-11-2022	1	Université de Montréal	La dignité à l'arrière-scène de l'affaire Ward
EN LIGNE	183 $	24-11-2022	1	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	5e séminaire sur l'éthique de la recherche avec les peuples autochtones
EN LIGNE	248 $	25-11-2022	1	Université McGill	Humour, Hate and Harm
EN LIGNE	107 $	30-11-2022	1	Barreau du Québec	Comment aider le client déstabilisé à considérer le mode approprié de règlement des différends
EN LIGNE	292 $	30-11-2022	1	Barreau du Québec	Représentation devant les tribunaux : meilleures pratiques et pièges à éviter au regard du code de déontologie des avocats
EN LIGNE	351 $	30-11-2022	1	Barreau du Québec	Représentation devant les tribunaux : meilleures pratiques et pièges à éviter au regard du code de déontologie des avocats
EN LIGNE	389 $	06-12-2022	2	Centre St-Pierre	Créer des documents électroniques accessibles (A22)
EN LIGNE	92 $	08-12-2022	1	Conférence du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)	L'impact de la crise climatique sur les droits humains, Agnès Callamard, secrétaire générale, Amnistie internationale
EN LIGNE	1 374 $	10-01-2023	35	CDPDJ	Formation téléphonie Teams
EN LIGNE	1 313 $	12-01-2023	33	CDPDJ	Formation téléphonie Teams
EN LIGNE	878 $	16-01-2023	1	La Fusée, formations numériques	Stratégie TikTok
EN LIGNE	1 154 $	17-01-2023	15	CDPDJ	Formation des sites de collaboration
EN LIGNE	119 $	24-01-2023	1	Fondation du Barreau du Québec	Web-conférence - Fondement et développements récents de la responsabilité civile de l'État au Québec
EN LIGNE	119 $	31-01-2023	1	Université d'Ottawa	Le profilage racial dans les interceptions routières au Québec
EN LIGNE	1 524 $	01-02-2023	15	CDPDJ	Formation des sites de collaboration

Lieu	Coût total	Date	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
EN LIGNE	812 $	03-02-2023	1	Barreau du Québec	La protection des personnes vulnérables
EN LIGNE	2 456 $	06-02-2023	1	Philippe Paradis	Analyste des opérations de sécurité Microsoft
EN LIGNE	288 $	08-02-2023	1	Barreau du Québec	La déontologie judiciaire
EN LIGNE	214 $	08-02-2023	1	Barreau du Québec	La preuve civile - L'Administration de la preuve
EN LIGNE	103 $	09-02-2023	1	Centre justice et foi	Le sécularisme est-il un colonialisme ?
EN LIGNE	913 $	13-02-2023	2	AFI expertise	Excel - Tableaux croisés dynamiques et liste de données
EN LIGNE	178 $	14-02-2023	2	Kévin Lavoie	Leur enfant, sa grossesse : Enjeux de la gestation pour autrui
EN LIGNE	466 $	15-02-2023	1	Isarta	TikTok : générer de nouvelles audiences et se démarquer
EN LIGNE	682 $	15-02-2023	1	Technologia Formation	Gestion du temps - définir ses priorités en restant flexible
EN LIGNE	97 $	17-02-2023	1	Barreau du Québec	La santé mentale au travail, c'est l'affaire de tous
EN LIGNE	313 $	17-02-2023	1	Barreau du Québec	Le langage clair, développer l'art de se faire comprendre
EN LIGNE	27 $	22-02-2023	1	Fédération des milieux documentaires	Loi du livre - Préparez vos questions !
Hôtel Universel Rivière-du-Loup	3 332 $	12-10-2022	2	Regroupement provincial des comités des usagers	Conférence/kiosque/coopération dans le cadre du colloque du RPCU
Musée de la civilisation	2 546 $	22 au 24-08-2022	1	Institut d'éthique appliquée de l'Université Laval	École d'été en éthique organisationnelle 2022 - 10e édition
Barreau du Québec	978 $	29-11-2022	1	Barreau du Québec et les Entretiens Jacques-Cartier	Regards critiques sur la Covid-19 et l'état de droit
Université Laval	356 $	12-04-2022	1	Institut intelligence et données Université Laval	Journée sur l'équité et la discrimination en assurances
Université de Montréal	1 116 $	12-05-2022	2	Société de criminologie du Québec	Journée avec les experts pour l'intérêt de l'enfant
Université Laval	225 $	28-04-2022	1	Partenariat sur les migrants temporaires en emploi Université Laval	Justice et droits des travailleurs migrants temporaires au Québec
1601, avenue De Lorimier. Montréal (Québec) H2K 4M5	528 $	19-09-2022	1	CSN	Formation syndicale par la CSN
NCDH	178 $	10-01-2023	2	Université McGill	The Sex Vs. Gender (Identity) Debate In The United Kingdom And The Divorce Of LGB From T
Total	52 143 $				

Question 21	**POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENCE :** **A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;** **B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;** **C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION;** **D. LA LISTE DES PARTICIPANTS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS

RENCONTRES	REPAS	RÉUNION	FRAIS AFFÉRENTS
5	0	10	16 872 $

B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE

PERSONNES À RENCONTRER	BUT DE LA RENCONTRE
RÉUNION DE LA PRÉSIDENCE ET DES GESTIONNAIRES	JOURNÉE D'ÉTUDE DU COMITÉ DE GESTION, 14 JUIN 2022
RENCONTRE AVEC TOUT LE PERSONNEL	PRÉSENTATIONS SOUS LE THÈME « LES DROITS DE LA JEUNESSE », 15 JUIN 2022
RENCONTRE DE LA PRÉSIDENCE	CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES CCDEJ-CCCYA, 14 ET 15 SEPTEMBRE 2022
RÉUNION DE LA PRÉSIDENCE ET DES GESTIONNAIRES	JOURNÉE D'ÉTUDE DU COMITÉ DE GESTION, 21 SEPTEMBRE 2022
RÉUNION DE LA PRÉSIDENCE ET DES GESTIONNAIRES	ATELIER SUR LA RECONNAISSANCE AU TRAVAIL, 27 SEPTEMBRE 2022
RÉUNION DE LA PRÉSIDENCE ET DES MEMBRES	SÉANCE DE LA COMMISSION, 14 OCTOBRE 2022
RÉUNION DE LA PRÉSIDENCE ET MEMBRES DU FORUM	FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE, 17 OCTOBRE 2022
RENCONTRE À LA PRÉSIDENCE	VISITE DE LA DÉLÉGATION DE LA DÉFENSEURE DES DROITS (FRANCE), 23 AU 25 OCTOBRE 2022
RÉUNION DE LA PRÉSIDENCE ET DES MEMBRES	SÉANCE DE LA COMMISSION, 18 NOVEMBRE 2022
RENCONTRE AVEC TOUT LE PERSONNEL	RENCONTRE ET CÉRÉMONIE DE RECONNAISSANCE, 15 DÉCEMBRE 2022
RÉUNION DE LA PRÉSIDENCE ET DES MEMBRES	SÉANCE DE LA COMMISSION, 19 DÉCEMBRE 2022
RÉUNION DE LA PRÉSIDENCE ET DES MEMBRES	SÉANCE DE LA COMMISSION, 20 JANVIER 2023
RENCONTRE À LA PRÉSIDENCE	RENCONTRE AVEC MME JULIE SEIDE, CONSEILLÈRE POLITIQUE, 1ER FÉVRIER 2023
RÉUNION DE LA PRÉSIDENCE ET DES GESTIONNAIRES	JOURNÉE D'ÉTUDE DU COMITÉ DE GESTION, 21 FÉVRIER 2023
RÉUNION DE LA PRÉSIDENCE ET DES MEMBRES	SÉANCE DE LA COMMISSION, 17 FÉVRIER 2023

C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION

FRAIS DE DÉPLACEMENT	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
28 218 $	0	0	3 718 $

D. LA LISTE DES PARTICIPANTS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS

COLLOQUES OU CONGRÈS	LISTE DES PARTICIPANTS	COÛTS AFFÉRENTS
FORMATION: NÉGOCIATION RAISONNÉE	VALÉRIE FÉQUIÈRE	613 $
CONFÉRENCE DU CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL (CORIM): L'IMPACT DE LA CRISE CLIMATIQUE SUR LES DROITS HUMAINS, AGNÈS CALLAMARD, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER	92 $
Total		705 $

Question 22	**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2022-2023 :** **A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;** **B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;** **C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.** **FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE.

Question 67	**LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2022-2023 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :** **A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;** **B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;** **C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;** **D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2023-2024 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ;** **E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT;** **F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCIS MELOCHE 800 SQUARE VICTORIA, #720 C.P. 156, MONTRÉAL, QC H4Z 1A1	300 $ / H	MAI 2022 À JANVIER 2023	SERVICES-CONSEIL EN RELATIONS DE TRAVAIL	8 175 $
MONETTE BARAKETT, AVOCATS S.E.N.C. 4, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 600, MONTRÉAL, QC H3B 2E7	300 $ / H	AVRIL À DÉCEMBRE 2022	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION	9 169 $
TOTAL				17 344 $

Question 68	**LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2022 2023.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCIS MELOCHE 800 SQUARE VICTORIA, #720 C.P. 156, MONTRÉAL, QC H4Z 1A1	300 $ / H	SERVICES-CONSEIL EN RELATIONS DE TRAVAIL	8 175 $
MONETTE BARAKETT, AVOCATS S.E.N.C. 4, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 600, MONTRÉAL, QC H3B 2E7	300 $ / H	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION	9 169 $
TOTAL			17 344 $

Question 139

STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2022-2023. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE/ BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	NP/NA*	TOTAL 2022-2023 28 FÉVRIER
ÂGE	28	17	8	10	2	0	65
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	32	0	3	0	1	1	37
CONDITIONS SOCIALES	12	30	18	3	3	0	66
CONVICTIONS POLITIQUES	8	0	4	0	4	0	16
ÉTAT CIVIL	11	6	3	0	1	0	21
EXPLOITATION	0	2	0	0	379	1	381
GROSSESSE	24	1	1	2	0	0	28
HANDICAP	123	16	103	46	19	6	313
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	4	0	8	2	3	1	18
LANGUE	6	1	9	0	1	0	17
ORIENTATION SEXUELLE	7	2	1	2	7	0	19
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	85	27	74	24	62	0	272
RELIGION	10	0	4	1	2	0	17
SEXE	28	3	8	2	4	0	45
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	6	0	4	1	2	497	510
TOTAL	**384**	**105**	**248**	**93**	**490**	**506**	**1825**
% 2022-2023	**21 %**	**6 %**	**13 %**	**5 %**	**27 %**	**28 %**	**100 %**
% 2021-2022	**17 %**	**6 %**	**11 %**	**8 %**	**20 %**	**38 %**	**100 %**

*LE MOTIF ET LE SECTEUR N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ SPÉCIFIÉS.

LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2023 INDIQUENT UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION DE 13 % EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. CE NOMBRE PASSANT DE 1619 À 1825.

LE PLUS FORT TAUX D'AUGMENTATION SE SITUE AU NIVEAU DE LA HAUSSE DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS EN MATIÈRE D'EXPLOITATION, AVEC UNE CROISSANCE DE 81 %.

LES 3 MOTIFS DE DISCRIMINATION PRÉDOMINANT DANS LES PLAINTES SONT : LES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS EN EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES (21 %), LE HANDICAP (17 %), ET RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE (15 %). LE SECTEUR DU TRAVAIL REPRÉSENTE QUANT À LUI 21 % DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES REÇUES.

DE FAÇON CROISÉE, LES PLAINTES FONDÉES SUR LE MOTIF DE HANDICAP REPRÉSENTENT 49 % DES PLAINTES DU SECTEUR ACCÈS TRANSPORT ET LIEUX PUBLICS. ON NOTE QUE LE NOMBRE DE PLAINTES POUR MOTIF RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE A PLUS QUE DOUBLÉ CETTE ANNÉE DANS CE SECTEUR.

DANS LE SECTEUR DU TRAVAIL, LES MOTIFS DE HANDICAP ET DE RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE SONT LES PLUS IMPORTANTS AVEC RESPECTIVEMENT 32 % ET 22 %.

Plaintes Charte par région

Le tableau suivant donne le nombre de plaintes reçues, selon les régions administratives.

Régions administratives	2022-2023 28 février
Abitibi-Témiscamingue	16
Bas-Saint-Laurent	20
Capitale nationale	134
Centre-du-Québec	33
Chaudière-Appalaches	47
Côte-Nord	14
Estrie	92
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	15
Lanaudière	94
Laurentides	98
Laval	81
Mauricie	33
Montérégie	212
Montréal	584
Nord-du-Québec	5
Outaouais	54
Saguenay-Lac Saint-Jean	38
Non précisé ou ne s'applique pas*	255
Total demandes d'enquête Charte	**1825**

*la région n'est pas encore spécifiée ou le plaignant ne réside pas au Québec.
** La région « Centre du Québec » était incluse dans la région « Mauricie » dans l'exercice précédent.

Dossiers ouverts Charte

Régions administratives	2022-2023 28 février
Abitibi-Témiscamingue	4
Bas-Saint-Laurent	5
Capitale nationale	48
Centre-du-Québec	7
Chaudière-Appalaches	15
Côte-Nord	1
Estrie	26
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6
Lanaudière	32
Laurentides	38
Laval	22
Mauricie	11
Montérégie	68
Montréal	185
Nord-du-Québec	4
Outaouais	12
Saguenay-Lac Saint-Jean	14
Non précisé ou ne s'applique pas*	13
Total dossiers ouverts	**511**

*la région n'est pas encore spécifiée ou le plaignant ne réside pas au Québec.
** La région « Centre du Québec » était incluse dans la région « Mauricie » dans l'exercice précédent.

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2022-2023 28 FÉVRIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	15
BAS-SAINT-LAURENT	23
CAPITALE NATIONALE	148
CENTRE-DU-QUÉBEC	41
CHAUDIÈRE-APPALACHES	53
CÔTE-NORD	16
ESTRIE	93
GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	12
LANAUDIÈRE	115
LAURENTIDES	116
LAVAL	94
MAURICIE	41
MONTÉRÉGIE	234
MONTRÉAL	706
NORD-DU-QUÉBEC	0
OUTAOUAIS	96
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	32
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	98
TOTAL DOSSIERS FERMÉS	**1933**

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.
** LA RÉGION « CENTRE DU QUÉBEC » ÉTAIT INCLUSE DANS LA RÉGION « MAURICIE » DANS L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

AU 28 FÉVRIER 2023, LE NOMBRE DE PLAINTES TRAITÉES ET FINALISÉES POUR L'ANNÉE 2022-2023 A AUGMENTÉ DE 38 % COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (DONNÉE AU 28 FÉVRIER 2022).

NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2022-2023 28 FÉVRIER
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	28
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	3
TOTAL	**31**

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D'EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES, SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D'UNE PLAINTE PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU À LA SUITE D'UNE DÉNONCIATION FAITE PAR UN TIERS. DANS CE DERNIER CAS, L'ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU 28 FÉVRIER 2023, LA COMMISSION A REÇU 381 DEMANDES D'ENQUÊTE VISANT UNE POSSIBLE SITUATION D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES. DE CE NOMBRE, ELLE A OUVERT 31 ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE CE QUI EST SIMILAIRE À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LE NOMBRE DE DEMANDES INTRODUCTIVES D'INSTANCE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 28 FÉVRIER 2023 EST DE 29. LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS DEVANT LE TRIBUNAL EST DE 38, ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023.

NOMBRE DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

	2022-2023 28 FÉVRIER
ÂGE	3
CONDITION SOCIALE	2
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0
GROSSESSE	5
HANDICAP	135
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	2
LANGUE	1
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	2
RELIGION	4
SEXE	3
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS	2
TOTAL	**159**

INCLUS TOUTES LES PLAINTES REÇUES ET NON SEULEMENT LES DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS À L'ISSUE DE LA PLAINTE.

AU 28 FÉVRIER 2023, LA COMMISSION A REÇU 159 PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE, SOIT 318 % D'AUGMENTATION. À NOTER QUE C'EST L'ANNÉE 2021-2022 QUI FAIT FIGURE D'EXCEPTION AVEC UN NOMBRE DE PLAINTES PARTICULIÈREMENT BAS. EN EFFET, POUR LA PÉRIODE 2021-2022, LE CONFINEMENT A RÉDUIT LE NOMBRE DE SITUATIONS TANT DANS LE DOMAINE SCOLAIRE QUE DANS LE DOMAINE DE L'EMPLOI. EN 2022-2023, LA FIN DES MESURES GOUVERNEMENTALES EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE, ET LE RETOUR EN PRÉSENTIEL DANS CES MILIEUX A SUSCITÉ PLUS DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE.

Question 140	**LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2022-2023 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

1. **SUIVI EN COURS**
2. **RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE**
3. **RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)**

LETTRE AYANT POUR OBJET LE PROJET DE LOI N° 29, LOI VISANT À FACILITER LE DÉROULEMENT DES PROCHAINES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AU QUÉBEC INITIATIVE ENVOI LE 12 AVRIL 2022 COMMISSION DES INSTITUTIONS COMMISSION DE LA REPRÉSENTATION ÉLECTORALE	2
LETTRE AYANT POUR OBJET LE PROJET DE LOI N° 19, *LOI SUR LES RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES* INITIATIVE ENVOI LE 19 AVRIL 2022 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	3
LETTRE AYANT POUR OBJET LE PROJET DE LOI N° 28, *LOI VISANT À METTRE FIN À L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE* INITIATIVE ENVOI LE 19 AVRIL 2022 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	2
PRÉSENTATION DEVANT LE COMITÉ D'EXPERTES EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT SEXUEL ET D'AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL AU TRAVAIL DEMANDE AUDITION LE 26 AVRIL 2022 COMITÉ D'EXPERTES EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT SEXUEL ET D'AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL AU TRAVAIL	1
LETTRE AYANT POUR OBJET LE PROJET DE LOI N° 32, LOI SUR LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE INITIATIVE ENVOI LE 24 MAI 2022 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS	2
LETTRE AYANT POUR OBJET LE PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES INITIATIVE ENVOI LE 6 MAI 2022 MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	3
MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 18, LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ÉDICTANT LA LOI VISANT À AIDER À RETROUVER LES PERSONNES DISPARUES INITIATIVE ENVOI LE 15 JUIN 2022 MINISTÈRE DE LA SÉCURITE PUBLIQUE	1
PRÉSENTATION AU COMITÉ CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS DEMANDE AUDITION LE 13 OCTOBRE 2022 COMITÉ CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE	2

Lettre ayant pour objet le Programme d'études primaire et secondaire provisoire : Culture et citoyenneté québécoise Demande Envoi le 22 décembre 2022 Ministère de l'Éducation	1
Présentation dans le cadre des consultations sur l'encadrement du travail des enfants Demande Audition le 13 janvier 2023 Ministère du Travail	1
Présentation dans le cadre de la consultation gouvernementale pour la bonification des mesures contre le profilage racial Demande Audition le 19 janvier 2023 Ministère du Conseil exécutif	1
Lettre ayant pour objet le Projet de loi n° 8, Loi visant à améliorer l'efficacité et l'accessibilité de la justice, notamment en favorisant la médiation et l'arbitrage et en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec Initiative Envoi le 16 février 2023 Ministère de la Justice	2

Dépenses reliées au volet Recommandations et Avis :

	Rémunération		Fonctionnement
	Professionnels	Emplois technique et bureau	
Rémunération Avis et recommandations	288 564 $	34 058 $	
Rémunération totale CDPDJ	13 328 564 $	13 328 564 $	
Pourcentage	2,2 %	0,3%	
Frais de déplacement Avis et recommandations			0 $
Frais de déplacement CDPDJ			72 281 $
Pourcentage			0,0 %
Total des dépenses Avis et recommandations			322 622 $
Total des dépenses CDPDJ			16 530 694 $
Pourcentage sur Budget total CDPDJ			2,0 %

Question 141

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2022-2023 (28 FÉV)
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	6722
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	473
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	161
TOTAL	**7356**

LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2023, EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, INDIQUENT UNE BAISSE D'ENVIRON 2012 DEMANDES AUPRÈS DE LA COMMISSION. EN RÉALITÉ CELA RETOURNE À UN NOMBRE ÉQUIVALENT À LA PÉRIODE DE 2020-2021. L'ANNÉE 2021-2022 ÉTAIT PLUTÔT UNE ANNÉE D'EXCEPTION EN LIEN AVEC LE CONTEXTE PANDÉMIQUE. C'EST LORS DE CETTE PÉRIODE QUE LES MESURES SANITAIRES ET LES RESTRICTIONS ONT SUSCITÉES LE PLUS DE QUESTIONNEMENT POUR LA POPULATION.

1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2022-2023 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	1825

CONCERNE LES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES AFIN D'EN DÉTERMINER LA RECEVABILITÉ.

ON CONSTATE UNE AUGMENTATION DE 13% DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN COMPARAISON À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

2. DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS

	2022-2023 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	511

UNE FOIS L'ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ COMPLÉTÉE, LES PLAINTES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE. LES DONNÉES, AU 28 FÉVRIER 2023, INDIQUE UNE AUGMENTATION DE 28 DOSSIERS, SOIT UNE HAUSSE DE 6%.

A NOTER QUE LES DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT DES PLAINTES REÇUES DURANT LA MÊME ANNÉE DE RÉFÉRENCE.

3. DOSSIERS FERMÉS

	2022-2023 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	1933

CONCERNE LE TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES ET NON SEULEMENT DES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D'UNE DÉCISION.

UN DOSSIER FERMÉ EST TOUTE PLAINTE AYANT ÉTÉ TRAITÉE ET FINALISÉE. CELA COMPREND AUTANT LES PLAINTES JUGÉES NON RECEVABLES APRÈS ANALYSE, QUE LES PLAINTES FERMÉES ADMINISTRATIVEMENT, OU ENCORE SUITE À LA DÉCISION DE LA COMMISSION. CELA PEUT DONC ÊTRE À LA SUITE D'UNE INSUFFISANCE DE PREUVE, D'UN RÈGLEMENT ENTRE LES PARTIES OU ENCORE DE L'OBTENTION D'UN JUGEMENT DU TRIBUNAL.

AU 28 FÉVRIER 2023, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L'ANNÉE 2022-2023 A AUGMENTÉ DE 38% COMPARATIVEMENT À L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

4. LES DÉLAIS

SANS JUDICIARISATION	2022-2023 (28 FÉV)
	TOTAL
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT (EN JOURS) TOUTES PLAINTES	337
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTES (EN JOURS)	524

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT À PARTIR DE TOUS LES DOSSIERS DE PLAINTE TRAITÉS ET FINALISÉS PENDANT LA PÉRIODE VISÉE, DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTE JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER EST FERMÉ.

SONT EXCLUS DU CALCUL LES DOSSIERS AYANT PASSÉ PAR L'ÉTAPE DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER PUISQUE LE CONTRÔLE DU DOSSIER N'EST PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION, UNE FOIS LA DÉCISION RENDUE.

LES DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT ONT AUGMENTÉ PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE BIEN QU'UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DU NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS AIT ÉTÉ CONSTATÉ. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS NON JUDICIARISÉS A AUGMENTÉ DE 50 JOURS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE POUR L'ENSEMBLE DES PLAINTES. LA MOYENNE DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTES A AUGMENTÉ DE 72 JOURS CALENDRIER. CETTE AUGMENTATION A UN EFFET SUR LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES ÉGALEMENT.

IL EST À NOTER QUE SUR CETTE PÉRIODE, MALGRÉ LES DÉMARCHES EN DOTATION EFFECTUÉES, LE ROULEMENT DE PERSONNEL ET LA VACANCE DE CERTAINS POSTES ONT EU UN EFFET DE RALENTISSEMENT DANS LE DÉLAI DE TRAITEMENT. ÉGALEMENT, LES DOSSIERS RECOMMANDÉS EN MÉDIATION, ONT ATTENDU BEAUCOUP PLUS LONGTEMPS QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE EN RAISON DE L'ABSENCE DE PERSONNEL. CE FAISANT, MÊME SI L'ISSUE FAVORABLE DE LA MÉDIATION A ÉTÉ OBSERVÉ, CELA A EU UN IMPACT SIGNIFICATIF SUR LES DÉLAIS DE TRAITEMENT.

Question 142	**LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2023, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CÉDRICO INC.
MÉDISOLUTION (2009 INC.
PG SOLUTIONS INC.

TOTAL : 3

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

ENTREPRISES ALFRED BOVIN INC.
GROUPE RÉFRACO INC.
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN
TRANSPORT F. GILBERT LTÉE

TOTAL : 4

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

ALITHYA CANADA INC.
ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.
BÉTON PROVINCIAL LTÉE
CHÂTEAU MONT-SAINTE-ANNE INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
CPU SERVICE D'ORDINATEUR INC.
DESCHAMPS IMPRESSION INC.
DUVALTEX (CANADA INC.
ENGLOBE CORP.
EXFO INC.
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L.
IA GROUPE FINANCIER
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
ITI INC.
ITI PLACEMENT RESSOURCES INC.
JULIEN INC.
LANGLOIS AVOCATS, S.E.N.C.R.L.
LES SERVICES CONSEILS SYSTEMATIX INC.
LES SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC.
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.
LEVIO CONSEILS INC.
MARKETING LÉGER INC.
MCKINNON
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NCR CANADA LTÉE
NORDA STELO INC.
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON
SOLUTION PETAL INC.
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.
TECHNOCONSEIL (TC) INC.
TRANSITION SERVICES-CONSEILS INC.
VILLAGE VACANCES VALCARTIER

TOTAL : 33

RA04 : MAURICIE

CONCEPT ÉCO-PLEIN-AIR LE BALUCHON INC.
DUCHESNE & FILS LTÉE
G.A. BOULET INC.
MEUBLES CANADEL INC.
PLURITEC LTÉE
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.
SIGNALÉTIK INC.
TROIS-RIVIÈRES LOCATION INC.

TOTAL : 8

RA05 : ESTRIE

L. P. ROYER INC.
SIGNALISATION LAURENTIENNE INC./ DIV. GROUPE SIGNALISATION

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

ACCÉO SOLUTIONS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
AINSWORTH INC.
ARCHITECTURE EVOQ INC.
ASTEK CANADA INC.
BDO CANADA S.R.L. LLP
BITUMAR INC.
CANON CANADA INC.
CENTRE INVESTIGATION & SÉCURITÉ CANADA INC.
CGI INC.
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
COFOMO INC.
DELOITTE INC.
DOMTAR INC. (JBR LA MAISON DU PAPIER)
DOUBLETEX
ÉQUIPEMENT SMS INC.
ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE
FNX-INNOV INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.
GHD CONSULTANTS LTÉE
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
IBM CANADA LIMITÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
KPMG
KRUGER INC. KRUGER PTR INC.
LA CIE ÉLECTRIQUE BRITTON LTÉE
LACTALIS CANADA INC.
LES INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
LOGIBEC INC.
MARSH CANADA LIMITÉE
MICHAEL ROSSY LTÉE
MOORE CANADA CORPORATION
MPB COMMUNICATIONS INC.
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.
NORMANDIN BEAUDRY, ACTUAIRES CONSEIL INC.
NOVIPRO INC.
NURUN INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PRICEWATERHOUSECOOPERS S.R.L./S.E.N.C.R.L.
QUÉBECOR MÉDIA INC.
R3D CONSEIL INC.
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON & CIE S.E.N.C.R.L.
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC.
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS INC.
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
SONEPAR DISTRIBUTION INC.
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
SYSTRA CANADA INC.

TETRA TECH QI INC.
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.
VERITIV CANADA INC.
WSP CANADA INC.
XEROX CANADA INC.

TOTAL : 60

RA07 : OUTAOUAIS
LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON – PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC.

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
121352 CANADA INC. (TECHNOSUB)
BEN DESHAIES INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.
UNIBOARD CANADA INC.

TOTAL : 6

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE
9152-2458 QUÉBEC INC.
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL LTÉE, DIV. MINES SELEINE

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
COOP AVANTIS
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
GARAGA INC.
GROUPE CANAM INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
MAIBEC INC.
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MARQUIS IMPRIMEUR INC.
MONTEL INC.
PLASTIQUES IPL INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON INC.

TOTAL : 13

RA13 : LAVAL
CIMA+ S.E.N.C.
GROUPE CONTANT INC.
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
SERVICES INFRASPEC INC.
SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TRANSELEC/COMMON INC.
TRIMAX SÉCURITÉ INC.

TOTAL : 7

RA14 : LANAUDIÈRE
BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.
GROUPE ABS INC.
LES SERVICES EXP INC.
PLASTICASE INC.

TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES

SAFRAN SYSTÈMES D'ATTERRISSAGE CANADA INC.
STATION MONT-TREMBLANT SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
TEXTRON CANADA LIMITÉE / DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON

TOTAL : 3

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGROPUR COOPÉRATIVE
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC.
ALIMPLUS INC.
COMPLEXE DE L'AUTO PARK AVENUE INC.
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
GOODFELLOW INC.
GROUPE CAMBLI INC.
GROUPE CIVITAS INC.
GROUPE COLABOR INC.
GROUPE LACASSE INC.
INFRASTRUCTEL INC.
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
LES PRODUITS NEPTUNE INC.
LOISELLE INC.
PMT ROY ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS INC.
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
SKI BROMONT.COM INC.
SKI SUTTON INC.
SOLENO INC.
UNI-SELECT INC.
YVES ROCHER AMÉRIQUE DU NORD INC.

TOTAL : 22

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

EXCAVATIONS TOURIGNY INC.
INDUSTRIES MACHINEX INC.

TOTAL : 2

GRAND TOTAL : 171

LISTE DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI

ÉDUCATION - CÉGEPS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA

TOTAL : 4

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

CÉGEP DE SAINTE-FOY
CÉGEP LIMOILOU
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER- GARNEAU

TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
COLLÈGE SHAWINIGAN

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE
CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE
JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE

TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS
CÉGEP HERITAGE COLLEGE
COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD
CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE
CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS
CÉGEP DE THETFORD

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL
COLLÈGE MONTMORENCY

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
CÉGEP DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE DE VALLEYFIELD
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 2

ÉDUCATION – ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE MÉRICI
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE

COLLÈGE LAFLÈCHE

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME DU SACRÉ-CŒUR
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-ANNE
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
LES ÉCOLES AZRIELI TALMUD TORAH | HERZLIAH
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
VILLA MARIA

TOTAL : 21

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
COLLÈGE DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
COLLÈGE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES
ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS

TOTAL : 4

ÉDUCATION – CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

TOTAL : 4

RA03 : CAPITALE-NATIONALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île
Centre de services scolaire de Montréal
Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys
Commission scolaire English-Montreal
Commission scolaire Lester-B-Pearson

Total : 5

RA07 : Outaouais

Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées
Centre de services scolaire des Draveurs
Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Commission scolaire Western Québec

Total : 5

RA08 : Abitibi-Témiscamingue

Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois
Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda
Centre de services scolaire du Lac-Abitibi
Centre de services scolaire du Lac-Témiscamingue
Centre de services scolaire Harricana

Total : 5

RA09 : Côte-Nord

Centre de services scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
Centre de services scolaire de l'Estuaire
Centre de services scolaire du Fer
Centre de services scolaire du Littoral

Total : 4

RA10 : Nord-du-Québec

Centre de services scolaire de la Baie-James

Total : 1

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Centre de services scolaire des Îles
Centre de services scolaire René-Lévesque
Centre des services scolaire des Chic-Chocs
Commission scolaire Eastern Shores

Total : 4

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin
Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud
Centre de services scolaire des Appalaches
Centre de services scolaire des Navigateurs

Total : 4

RA13 : Laval

Centre de services scolaire de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Centre de services scolaire des Affluents
Centre de services scolaire des Samares

Total : 2

RA15 : LAURENTIDES

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

TOTAL : 5

RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

TOTAL : 11

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES

TOTAL : 3

ÉDUCATION - UNIVERSITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

TOTAL : 1

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

UNIVERSITÉ BISHOP
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES
POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL

TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

MUNICIPALITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
VILLE D'ALMA
VILLE DE DOLBEAU-MISTASSINI
VILLE DE SAGUENAY

TOTAL : 3

RA03 : CAPITALE-NATIONALE
VILLE DE PONT-ROUGE
VILLE DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE
VILLE DE LA TUQUE
VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE
VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT

TOTAL : 9

RA07 : OUTAOUAIS
VILLE DE GATINEAU

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR

TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD

VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

VILLE DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE L'ASSOMPTION
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE

TOTAL : 5

RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MIRABEL
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE MONT-TREMBLANT
VILLE DE ROSEMÈRE
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME

TOTAL : 10

RA16 : MONTÉRÉGIE

VILLE DE BEAUHARNOIS
VILLE DE BELOEIL
VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CANDIAC
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LA PRAIRIE
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE MERCIER
VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE
VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SAINT-LAZARE
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VARENNES
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

TOTAL : 22

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

VILLE DE BÉCANCOUR
VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 3

RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE

RA15 : LAURENTIDES

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

TOTAL : 2

RÉGIE INTERMUNICIPALE D'INCENDIE

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU

TOTAL : 1

RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT

TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN

TOTAL : 1

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
CHU DE QUÉBEC
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE

CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

CIUSSS DE L'ESTRIE-CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE LE CARDINAL INC.
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BAYVIEW INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
CHSLD PROVIDENCE-SAINT-JOSEPH
CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES

GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SŒURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL
RÉSIDENCE ANGELICA
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE
VILLA MÉDICA INC.

TOTAL : 26

RA07 : OUTAOUAIS
CISSS DE L'OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD
CISSS DE LA CÔTE-NORD

TOTAL : 1

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC
CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES

TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE
CISSS DE LA GASPÉSIE
CISSS DES ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.
CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

TOTAL : 2

RA13 : LAVAL
CHSLD AGE3 INC.
CISSS DE LAVAL
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.

TOTAL : 4

RA14 : LANAUDIÈRE
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC. (GROUPE SANTÉ ARBEC)
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.
CISSS DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 3

RA15 : LAURENTIDES
CISSS DES LAURENTIDES

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

CHSLD ARGYLE INC.
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST

TOTAL : 4

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY

TOTAL : 1

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE

TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LAVAL

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC (SÉPAQ)
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

TOTAL : 8

RA06 : MONTRÉAL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
EXO - OPÉRATEUR DE TRANSPORT
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC – CRIQ
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL
PARC OLYMPIQUE
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS
SOQUIJ

TOTAL : 19

RA16 : MONTÉRÉGIE

CDMV

TOTAL : 1

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC

TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 343

« Suite »

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **343** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

AU 28 FÉVRIER 2023		TOTAL DES ORGANISMES		CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS		CÉGEPS		UNIVERSITÉS		SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE		RÉGIE INTERMUNICIPALE D'INCENDIE		SÛRETÉ DU QUÉBEC		RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	
POUR LES CINQ GROUPES VISÉS	TOTAL	343		70		38		48		19		29		71		8		3		1		1		55	
	ÉTAPES	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%
	ANALYSE DES EFFECTIFS	18	5.2%									1	3.4%	16	22.5%					1	100%				
	ÉLABORATION DU PROGRAMME	2	0.6%									2	6.9%												
	IMPLANTATION 1 DU PROGRAMME	1	0.3%			1	2.6%																		
	IMPLANTATION 2 DU PROGRAMME	66	19.2%			1	2.6%					4	13.8%	1	1.4%	2	25%	3	100%					55	100%
	IMPLANTATION 3 DU PROGRAMME	187	54.6%	5	7.1%	33	86.9%	48	100%	19	100%	22	75.9%	54	76.1%	6	75%								
	IMPLANTATION 4 DU PROGRAMME	66	19.2%	65	92.9%																	1	100%		
	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION	3	0.9%			3	7.9%																		

Question 143

ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

35 SÉANCES DE FORMATION OU D'INFORMATION ABORDANT EN TOUT OU EN PARTIE LE RACISME ET LE LOGEMENT ONT ÉTÉ OFFERTES ET ONT REJOINT 890 PERSONNES.

	Nombre de formations dispensées	Nombre de personnes
Total	**35**	**890**
Montréal	17	362
Capitale nationale	1	60
Centre-du-Québec	1	15
Montérégie	1	15
Saguenay – Lac-Saint-Jean	3	49
Chaudière-Appalaches	2	36
Multiples régions	6	187
Estrie	1	74
Mauricie	2	42
Bas Saint-Laurent	1	50

PLUSIEURS INFORMATIONS ONT CONTINUÉ D'ÊTRE DIFFUSÉES SUR NOTRE SITE INTERNET SUR LA DISCRIMINATION DANS LE LOGEMENT, CERTAINES PAGES ET OUTILS ÉTANT DESTINÉS AUX LOCATAIRES ET CERTAINES PAGES ET CERTAINS OUTILS AUX PROPRIÉTAIRES. AU TOTAL, L'ENSEMBLE DE CES PAGES A ÉTÉ VISIONNÉ 10 945 FOIS ET SUR CE NOMBRE CELLES S'ADRESSANT SPÉCIFIQUEMENT AUX PROPRIÉTAIRES ONT ÉTÉ VISIONNÉES 1501 FOIS.

PARTICIPATION À TITRE DE PANÉLISTE À UN DÉJEUNER-CONFÉRENCE SUR LE RACISME ORGANISÉ À SAINT-FÉLICIEN PAR PORTES OUVERTES SUR LE LAC, ADRESSÉ AUX MAIRES, MAIRESSES ET CADRES DES DIRECTIONS GÉNÉRALES DES MUNICIPALITÉS AU LAC-SAINT-JEAN. L'ACTIVITÉ S'INSCRIVAIT DANS UNE DÉMARCHE CITOYENNE POUR LUTTER CONTRE LE RACISME PAR DIVERS MOYENS CONCRETS NOTAMMENT EN LES CONVIANT À DISTRIBUER AVEC LE COMPTE DE TAXES MUNICIPALES, DES BROCHURES QUI REPRENNENT DES CONTENUS DES OUTILS LOGEMENT DE LA COMMISSION CONTRE LA DISCRIMINATION EN MATIÈRE DE LOGEMENT. LES MUNICIPALITÉS SUIVANTES L'ONT FAIT, TOTALISANT 2050 ENVOIS : SAINT-FÉLICIEN, ALBANEL, CHAMBORD, DOLBEAU, GIRARDVILLE, SAINT-BRUNO ET STE-MONIQUE.

LA COMMISSION A ADRESSÉ UNE LETTRE AUX RESPONSABLES DE FACEBOOK ET DE KIJIJI EN OCTOBRE 2022 AFIN DE SENSIBILISER CES ANNONCEURS IMPORTANTS DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT AUX MOTIFS DE DISCRIMINATION. À LA SUITE DE CETTE DÉMARCHE, KIJIJI A SOUHAITÉ S'ENTRETENIR AVEC LA COMMISSION ET UNE RENCONTRE A EU LIEU EN FÉVRIER 2023. LORS DE CET ÉCHANGE, LA COMMISSION A PU PRÉSENTER DES EXEMPLES D'ANNONCES DISCRIMINATOIRES ET KIJIJI A EXPLIQUÉ LES MESURES MISES EN PLACE POUR AIDER À PRÉVENIR LA PUBLICATION DE CE TYPE D'ANNONCE. L'ÉCHANGE A ÉTÉ FORT POSITIF ET IL EST À NOTER QUE LES REPRÉSENTANTS DE LA PLATEFORME ONT DÉMONTRÉ UNE ÉCOUTE ATTENTIVE ET UN SOUCI D'AMÉLIORATION. LES OUTILS DISPONIBLES CONCERNANT LA DISCRIMINATION DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT ÉTÉ PARTAGÉS AVEC KIJIJI.

UNE CAMPAGNE A ÉGALEMENT ÉTÉ PRÉPARÉE CETTE ANNÉE ET SERA DIFFUSÉE DU 8 MARS AU 8 AVRIL 2023, SOIT AU DÉBUT DE LA PÉRIODE DE RECHERCHE DE LOGEMENT ANNUELLE, ELLE A POUR BUT DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES À LEURS OBLIGATIONS LIÉES AU DROIT À L'ÉGALITÉ DANS LE CADRE DU LOGEMENT, RAPPELER QUE LA DISCRIMINATION EST ILLÉGALE ET QUE SÉLECTIONNER SES LOCATAIRES SUR LA BASE DE LEURS CARACTÉRISTIQUES PERSONNELLES C'EST DE LA DISCRIMINATION. LA CAMPAGNE COMPORTE 3 VOLETS, UN AFFICHAGE DANS LES MÉTROS ET LES ABRIBUS DE MONTRÉAL, QUÉBEC ET SHERBROOKE D'UNE AFFICHE LOUER SANS DISCRIMINATION, UN AFFICHAGE DANS LES RESTAURANTS ET LES BARS DU QUÉBEC D'UNE BD SUR LA DISCRIMINATION FONDÉE SUR L'ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE DANS LA RECHERCHE DE LOGEMENT ET FINALEMENT LA DIFFUSION DE CLIPS VIDÉO DE 30 SECONDES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET SUR LA PLATEFORME TVA EN RATTRAPAGE.

Question 144	**POUR 2022-2023, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, DANS SES INTERVENTIONS AVEC LES EMPLOYEURS, AFIN DE FAIRE VALOIR LES AVANTAGES DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOICI L'ÉTAT DE LA SITUATION POUR LES DOSSIERS DES ORGANISMES QUI ONT UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AINSI QUE LES INTERVENTIONS FAITES PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION DANS CES DOSSIERS :

DOSSIERS LOI (LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS)

- LE 28 FÉVRIER 2023, 343 DOSSIERS ÉTAIENT ACTIFS, DONT LA MAJORITÉ EN IMPLANTATION DE LEUR PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (PAÉE).
- ENTRE LE 1ER AVRIL 2022 ET LE 28 FÉVRIER 2023, VOICI LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION :
  - 5 NOUVEAUX DOSSIERS ONT ÉTÉ OUVERTS. LES ORGANISMES PUBLICS CONCERNÉS ONT ÉTÉ ACCOMPAGNÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION AFIN DE DÉBUTER LA MISE EN ŒUVRE DE LEUR PROGRAMME.
  - 91 DOSSIERS ONT ÉTÉ TRAITÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION. LE CONTENU DE LEUR PROGRAMME A FAIT L'OBJET DE DISCUSSIONS ET DE RECOMMANDATIONS AFIN QU'IL SOIT MODIFIÉ AVANT DE PASSER À LA PROCHAINE PHASE D'IMPLANTATION. VOICI LA RÉPARTITION DE NOS INTERVENTIONS :
    - 65 CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES;
    - 1 ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ;
    - 16 MUNICIPALITÉS;
    - 1 RÉGIE INTERMUNICIPALE D'INCENDIE;
    - LA SÛRETÉ DU QUÉBEC;
    - 5 SOCIÉTÉS D'ÉTAT;
    - 2 SOCIÉTÉS DE TRANSPORT.
  - 15 DOSSIERS ONT AUSSI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE OFFICIELLE DE LA COMMISSION POUR MODIFIER LEUR PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI, PLUS PARTICULIÈREMENT LES MESURES RETENUES ET LES OBJECTIFS POURSUIVIS POUR LA PROCHAINE PÉRIODE D'IMPLANTATION. TOUS ONT MODIFIÉ LEUR PROGRAMME.

DOSSIERS OBC-POC (PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE)

- LE 28 FÉVRIER 2023, 173 DOSSIERS ÉTAIENT ACTIFS, DONT LA MAJORITÉ ÉTAIT EN IMPLANTATION DE LEUR PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (PAÉE).
- ENTRE LE 1ER AVRIL 2022 ET LE 28 FÉVRIER 2023, VOICI LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉE PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION :
  - 47 NOUVEAUX DOSSIERS OBC-POC ONT ÉTÉ OUVERTS. LES ORGANISMES PUBLICS CONCERNÉS SONT ACCOMPAGNÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION AFIN DE DÉBUTER LA MISE EN ŒUVRE DE LEUR PROGRAMME.
  - 99 DOSSIERS ONT ÉTÉ TRAITÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION ET ONT FAIT L'OBJET DE DISCUSSION ET DE MODIFICATION DE LEUR PROGRAMME AVANT D'OBTENIR UNE APPROBATION DE LA COMMISSION. PARMI CEUX-CI, 14 DOSSIERS OBC-POC ONT FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS OFFICIELLES DE LA COMMISSION LEUR DEMANDANT D'AJOUTER OU DE MODIFIER CERTAINES MESURES OU D'AJUSTER CERTAINS OBJECTIFS POURSUIVIS DANS LEUR PROGRAMME.
  - 28 DOSSIERS OBC ONT ÉTÉ MIS EN SUSPENS ET EN ATTENTE D'UNE DÉCISION DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.
  - 12 DOSSIERS OBC ONT ÉTÉ FERMÉS PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR SUITE AUX DÉMARCHES EFFECTUÉES PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION.

DOSSIERS PROGRAMMES VOLONTAIRES

- LE 28 FÉVRIER 2023, 17 DOSSIERS PROGRAMMES VOLONTAIRES ÉTAIENT ACTIFS À LA COMMISSION, DONT LA MAJORITÉ ÉTAIT À LA PHASE DIAGNOSTIQUE DE LEUR PROGRAMME.
- EN LE 1ER AVRIL 2022 ET LE 28 FÉVRIER 2023, DEUX DOSSIERS ONT ÉTÉ TRAITÉS ET UN NOUVEAU DOSSIER A ÉTÉ OUVERT.

WEBINAIRES

ENTRE LE 1ER AVRIL 2022 ET LE 28 FÉVRIER 2023, DEUX WEBINAIRES PORTANT SUR LE MAINTIEN ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES ONT ÉTÉ FAITS. CEUX-CI ONT EU LIEU AUX DATES SUIVANTES:

- LE MARDI 24 MAI 2022, 46 ORGANISMES PUBLICS PARTICIPANTS
- LE JEUDI 26 MAI 2022, 21 ORGANISMES PUBLICS PARTICIPANTS

FORMATION GÉNÉRALE EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

ENTRE LE 1ER AVRIL 2022 ET LE 28 FÉVRIER 2023, LES FORMATIONS QUI ONT ÉTÉ OFFERTES SONT LES SUIVANTES :

- JEUDI 7 AVRIL 2022 - FORMATION DESTINÉE AUX REPRÉSENTANTS ET REPRÉSENTANTES DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI.
  - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 2
- JEUDI 5 MAI 2022 – FORMATION SUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DESTINÉE AUX REPRÉSENTANTS ET AUX REPRÉSENTANTES DES ENTREPRISES PRIVÉES.
  - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 17
- JEUDI 2 JUIN 2022 – FORMATION GÉNÉRALE SUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI OUVERTE AU PUBLIC.
  - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 25
- JEUDI 6 OCT. 2022 - FORMATION DESTINÉE AUX REPRÉSENTANTS ET REPRÉSENTANTES DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI.
  - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 18
- JEUDI 3 NOVEMBRE 2022 – FORMATION SUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DESTINÉE AUX REPRÉSENTANTS ET AUX REPRÉSENTANTES DES ENTREPRISES PRIVÉES.
  - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 9
- JEUDI 1ER DÉCEMBRE 2022 – FORMATION GÉNÉRALE SUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI OUVERTE AU PUBLIC.
  - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 7

Question 145	**POUR 2022-2023, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE AFIN DE RENFORCER SES PARTENARIATS AVEC LES ORGANISMES SPÉCIALISÉS DANS L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN DES MINORITÉS VISIBLES EN EMPLOI.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

La Commission a établi des partenariats externes avec des organismes spécialisés en emploi et d'autres voués à la défense des droits des femmes par la création d'un Comité PAÉE pour les femmes au sein duquel siègent plusieurs organismes. Le mandat de ce comité est d'éliminer la sous-représentation des femmes dans les emplois cadres de la direction, les emplois professionnels et les métiers traditionnellement masculins visés par les programmes d'accès à l'égalité en emploi. Il y a eu un total de trois rencontres avec les membres du comité, une première le 19 mai 2022, une seconde le 15 septembre 2022 et une troisième le 6 décembre 2022.

Les organismes partenaires faisant partie de ce comité sont :
Action travail des femmes
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail
Centre des femmes de Montréal
Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH)
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations (CDRHPNQ) - Centre de service en emploi et formation Montréal
Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)-
Afrique au Féminin
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI)
Lanaudière économique
Ville de Montréal – Responsable RH du PAÉE
Réseau d'action pour l'équité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ)
Conseil des Montréalaises
Table des groupes de femmes de Montréal
Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (RAPLIQ)
Secrétariat à la condition féminine (membre observateur)
Conseil du statut de la femme (membre observateur)

La Commission participe à plusieurs activités professionnelles, en collaboration avec deux organismes spécialisés en emploi : Action travail des Femmes et la maisonnée. La participation de la Commission à ces activités vise notamment à augmenter notre présence à l'extérieur de la Commission et de raffermir les liens avec nos principaux partenaires existants.

Des activités professionnelles se sont tenues avec des organismes assujettis à la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics. Celles-ci permettent à la Commission d'expliquer les programmes, d'insister sur l'importance de l'auto-identification, d'effectuer des recommandations liées au processus de recrutement, de présenter les types d'emplois et leurs exigences, notamment les métiers traditionnellement masculins, et de répondre aux questions liées à la mise en œuvre des programmes. Ces activités ont eu lieu avec les organismes suivants et aux dates suivantes :

- La *Société de transport de Montréal* – 26 octobre 2022
- La Sûreté du Québec – 14 décembre 2022
- La Ville de Montréal – 24 janvier 2023
- L'Université de Montréal – 24 février 2023

La Commission a aussi participé aux activités suivantes:

- Projet de relance du parrainage professionnel dans les municipalités-12 mai 2022
- Lancement officiel du sommet mondial de l'entrepreneuriat féminin-24 novembre 2022
- Lancement qui a suivi le plan d'action pour une meilleure représentation en sciences des étudiants issus des communautés noires-15 décembre 2022
- Travaux du comité Équité, Diversité et Inclusion en sécurité incendie-12 janvier 2023
- Publication du rapport annuel sur le groupe des Minorités visibles-janvier 2023
- Présentation du rapport annuel sur les minorités visibles au colloque sur la non-reconnaissance des diplômes sur les femmes immigrantes organisé par l'Action travail des femmes - 10 mars 2023
- Conférence sur la lutte contre le racisme et la discrimination systémiques-21 mars 2023
- Journée bilan, d'échanges et de rencontres pour le maintien et la stabilisation des travailleuses dans l'industrie de la construction au Québec-24 mars 2023

Question 146	**POUR 2022-2023, INDIQUER LE NOMBRE D'ORGANISMES PUBLICS QUI ONT SOUMIS UN QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QU'ILS ONT EUX-MÊMES MODIFIÉ, POUR APPROBATION À LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DE LEUR PROPRE INITIATIVE, DEUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE NOUS ONT CONSULTÉS POUR OBTENIR UNE APPROBATION DE LEUR QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION QU'ILS AVAIENT MODIFIÉ.

DANS UN CAS, CELUI-CI INCLUAIT DES SOUS-GROUPES CHOISIS PAR L'ORGANISME POUR RÉPONDRE AUX BESOINS STATISTIQUES ET ORGANISATIONNELS DE L'INSTITUTION. DANS UN AUTRE CAS, CELUI-CI INCLUAIT L'AJOUT DE QUESTIONS PERMETTANT D'IDENTIFIER D'AUTRES GROUPES QUE CEUX VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS.

LA COMMISSION RECOMMANDE À TOUS LES EMPLOYEURS D'UTILISER LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION QU'ELLE A PRODUIT, CAR SES OUTILS SONT CONFORMES À LA CHARTE QUÉBÉCOISE ET EXEMPTS DE TOUT ÉLÉMENT POTENTIELLEMENT DISCRIMINATOIRE ENVERS LES MEMBRES DES GROUPES VISÉS.

LA COMMISSION NE RECOMMANDE PAS DE MODIFIER LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION QU'ELLE PROPOSE, CAR ELLE NE PEUT PAS EN GARANTIR LE CONTENU NI SOUTENIR LES AJOUTS OU MODIFICATIONS EFFECTUÉS PAR UN EMPLOYEUR.

Question 147	**DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION QU'ELLE MÈNE ACTUELLEMENT EN LIEN AVEC LA POSSIBILITÉ D'AJOUTER LES SOUS-GROUPES AUX MINORITÉS VISIBLES DANS SON QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QUE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE INDIQUE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONSULTÉS ET LA DATE ET DURÉE DE CHACUNE DE SES RENCONTRES.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AU NIVEAU PROVINCIAL, L'AJOUT DE SOUS-GROUPES DANS LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION DU PERSONNEL N'EST ACTUELLEMENT PAS AUTORISÉ. LES GROUPES SONT LIMITÉS À CEUX MENTIONNÉS DANS LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS (LAÉE).

LORS DE LA PUBLICATION DE SON RAPPORT ANNUEL SUR LES MINORITÉS VISIBLES, QUI A EU LIEU EN JANVIER 2023, UN DES ENGAGEMENTS DE LA COMMISSION EST DE MENER UNE RÉFLEXION SUR L'AJOUT DES SOUS-GROUPES DANS LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION DU PERSONNEL AUX GROUPES VISÉS PAR LA LAÉE, NOTAMMENT POUR LES MINORITÉS VISIBLES. L'OBJECTIF EST DE FACILITER LA DÉMARCHE D'AUTO-IDENTIFICATION DU PERSONNEL DES ORGANISMES PUBLICS.

LA RÉFLEXION SUR CET ENJEU VIENT TOUT JUSTE DE DÉBUTER. LE 10 MARS 2023, DES DISCUSSIONS D'UNE DURÉE DE 30 MINUTES ONT EU LIEU AVEC LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT À LA COMPRÉHENSION DE LA DÉFINITION D'UNE PERSONNE AUTOCHTONE ET DE SES SOUS-GROUPES (MEMBRE D'UNE PREMIÈRE NATION, MÉTIS DU CANADA ET INUK).

D'AUTRES DISCUSSIONS SONT À VENIR AVEC LES DIVERS MINISTÈRES QUÉBÉCOIS AINSI QU'AVEC LES REPRÉSENTANTS DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXAMEN DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI (CANADA) AFIN D'ÉVALUER LA FAISABILITÉ ET LES IMPACTS D'UN TEL AJOUT SUR LE PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI.

Question 148	**POUR 2021-2022 ET 2022-2023, INDIQUER LES ACTIONS ET MESURES MISES EN ŒUVRE PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE POUR ATTIRER L'ATTENTION DES EMPLOYEURS ET DES ORGANISMES PUBLICS SUR LES MICRO-AGRESSIONS.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION ABORDE LA QUESTION DES MICRO-AGRESSIONS DANS PLUSIEURS DE SES FORMATIONS ET OUTILS DE FORMATION. NOUS L'ABORDONS NOTAMMENT LORSQUE L'ON TRAITE DE RACISME, DE HARCÈLEMENT DISCRIMINATOIRE, DE L'IMPACT DES BIAIS INCONSCIENTS SUR LA DISCRIMINATION ET DES DROITS DES MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE.

PLUS PARTICULIÈREMENT 30 ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ONT ABORDÉ LA QUESTION DES MICRO-AGRESSIONS POUR 2022-2023 ET 39 ACTIVITÉS EN 2021-2022

NOUS ABORDONS ÉGALEMENT LA QUESTION DANS DES ENTREVUES MÉDIAS. C'EST LE CAS NOTAMMENT DANS L'ARTICLE LA DISCRIMINATION SUBTILE AU TRAVAIL, DISCRÈTE MAIS TOUT AUTANT PRÉJUDICIABLE DE LA REVUE EN LIGNE PRATIQUES RH PUBLIÉ EN JUIN 2022.

Question 149

NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2022-2023. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D'INTERVENTION EN JEUNESSE

MOTIFS D'INSATISFACTION	2022-2023 (28 FÉV)
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	43
DÉCISION PRISE DANS L'INTÉRÊT DE L'ENFANT	39
DPJ	6
ENTENT PROVISOIRE	1
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	25
ÉVALUATION ET ORIENTATION	5
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	2
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	0
LSJPA SERVICES SOCIAUX	0
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	7
MILIEU SUBSTITUT	50
ORDONNANCE	13
SERVICES SOCIAUX*	104
SIGNALEMENT	49
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	34
NON PRÉCISÉ	1
TOTAL	**379**

* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D'ÉDUCATION

AU 28 FÉVRIER 2023, 379 DEMANDES ONT ÉTÉ REÇUES À LA COMMISSION. L'ACCÈS AUX SERVICES ADÉQUATS ET REQUIS EST, DE LOIN, LE MOTIF D'INSATISFACTION POUR LEQUEL LA COMMISSION A ÉTÉ LE PLUS INTERPELLÉ CETTE ANNÉE (27 %). LES PRÉOCCUPATIONS EXPRIMÉES CONCERNANT LE MILIEU SUBSTITUT DE L'ENFANT AINSI QUE LES INQUIÉTUDES QUANT AU TRAITEMENT DU SIGNALEMENT (OU LE DÉFAUT DE SIGNALER) OCCUPENT LE DEUXIÈME RANG (13%). LE RESPECT DU DROIT À DES COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES REPRÉSENTE 11% DES DEMANDES REÇUES ALORS QUE CELLE RELIÉES AUX DÉCISIONS PRISES DANS L'INTÉRÊT DE L'ENFANT REPRÉSENTENT 10% DES DEMANDES REÇUES.

DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2022-2023 (28 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12
BAS-SAINT-LAURENT	11
CAPITALE-NATIONALE	16
CHAUDIÈRE-APPALACHES	13
CÔTE-NORD	18
ESTRIE	15
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
LANAUDIÈRE	18
LAURENTIDES	42
LAVAL	26
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	53
MONTÉRÉGIE	51

RÉGION ADMINISTRATIVE	2022-2023 (28 FÉV)
MONTRÉAL	58
NORD-DU-QUÉBEC	7
OUTAOUAIS	13
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	17
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	**379**

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES DE LA POPULATION SELON LA RÉGION, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2023, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D'INTERVENTION SONT, DANS L'ORDRE, MONTRÉAL (15%), LA MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (14%), LA MONTÉRÉGIE (14%) ET LES LAURENTIDES (11%). PARMI LES RÉGIONS QUI ONT CONNUES LES PLUS FORTES AUGMENTATIONS, NOTONS LA CÔTE-NORD, LES LAURENTIDES ET LA MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC. LES DEMANDES RELIÉES À L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ONT PLUS QUE DOUBLÉES. PARMI LES RÉGIONS DONT LE NOMBRE DE DEMANDES A DIMINUÉ DE FAÇON SIGNIFICATIVE NOUS RETROUVONS LA CAPITALE-NATIONALE, LANAUDIÈRE ET MONTRÉAL.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2022-2023 (28 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7
BAS-SAINT-LAURENT	8
CAPITALE-NATIONALE	6
CHAUDIÈRE-APPALACHES	6
CÔTE-NORD	15
ESTRIE	6
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	7
LANAUDIÈRE	7
LAURENTIDES	23
LAVAL	19
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	27
MONTÉRÉGIE	27
MONTRÉAL	44
NORD-DU-QUÉBEC	6
OUTAOUAIS	6
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	8
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	**222**

AU 28 FÉVRIER 2023, DES 379 DEMANDES REÇUES, 222 ONT ÉTÉ FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 59%. LES DEMANDES JUGÉES NON RECEVABLES SONT DES SITUATIONS HORS COMPÉTENCE DE LA COMMISSION. LES REQUÉRANTS SONT DIRIGÉS, AU BESOIN, VERS D'AUTRES RESSOURCES. LES RÉGIONS LES PLUS ENQUÊTÉES SONT MONTRÉAL (20%), LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (12%), LA MONTÉRÉGIE (12%) ET LES LAURENTIDES (11%). LES RÉGIONS QUI ONT CONNUES LES PLUS FORTES BAISSES DU NOMBRE D'ENQUÊTES AUTORISÉES SONT LANAUDIÈRE ET CÔTE-NORD.

LE NOMBRE DE SITUATIONS EN VERTU DESQUELLES LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 75, UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVEMENT IMPORTANTE EN COMPARAISON AVEC LES DONNÉES DE L'ANNÉE DERNIÈRE (38).

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2022-2023 (28 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4
BAS-SAINT-LAURENT	15
CAPITALE-NATIONALE	6
CHAUDIÈRE-APPALACHES	5
CÔTE-NORD	13
ESTRIE	8
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	8
LANAUDIÈRE	23
LAURENTIDES	17
LAVAL	12
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	11
MONTÉRÉGIE	21
MONTRÉAL	24
NORD-DU-QUÉBEC	4
OUTAOUAIS	15
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	13
NON PRÉCISÉ*	0
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	**199**

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC

ENTRE LE 1ER AVRIL 2022 ET LE 28 FÉVRIER 2023, LA COMMISSION A COMPLÉTÉ 199 ENQUÊTES JEUNESSE, CE QUI REPRÉSENTE UNE DIMINUTION PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE L'ANNÉE DERNIÈRE (237 FERMETURES).

Question 150	**LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2022-2023.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Les recommandations suivantes ont été émises aux différents ministères à titre de mis-en-cause dans une enquête individuelle ou systémique ou en application de la disposition 23 e) de la Loi sur la protection de la jeunesse.
Par ailleurs, des recommandations ont été émises à différents ministères à la suite du dépôt de deux rapports d'enquêtes systémiques. Le premier rapport fait état d'une enquête réalisée dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean en 2017 et le deuxième rapport porte sur la situation des enfants Inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava en 2021.

Enquêtes systémiques

Enquête systémique concernant les enfants signalés à la DPJ du CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean

Le 22 août 2017, la Commission était d'avis que l'enquête concernant les enfants signalés à la DPJ du CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean avait mis en lumière des lacunes et des manquements majeurs quant aux processus d'intervention et de prise de décisions, de l'encadrement et de la formation des intervenants, ainsi que des outils cliniques dont ils disposent afin de participer à la réalisation du mandat de la DPJ.
Au terme de son enquête, la Commission avait émis vingt-trois (23) recommandations dont six (6) adressées à la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et saines habitudes de vie de l'époque. **Malgré l'engagement du MSSS à mettre en œuvre ces recommandations, une d'entre elles est toujours en suivi par la Commission, n'ayant pas été complètement réalisée depuis août 2017.**

Recommandation quant à la révision des standards de pratique en protection de la jeunesse
Des normes doivent être suivies par les intervenants en protection de la jeunesse du Québec relativement à la rétention et le traitement des signalements, ainsi qu'au cours de l'évaluation des situations et de l'orientation des enfants concernés. Celles-ci se retrouvent notamment dans les documents suivants :

- Les Protocoles : réception et traitement des signalements, évaluation et orientation : suite au rapport sur l'analyse des activités de réception et de traitement des signalements, et d'évaluation et d'orientation en protection de la jeunesse (Rapport Harvey), élaborés en 1988;
- Les Orientations relatives aux standards d'accès, de continuité, de qualité, d'efficacité et d'efficience, prévues dans l'Offre de service 2007-2012 du Programme services jeunes en difficulté révisé en 2010;
- Le Manuel de référence sur la protection de la jeunesse révisé en 2010;
- Les Indicateurs de gestion en santé et services sociaux inclus dans le Plan stratégique du MSSS 2015-2020.

Des écarts existent entre les normes proposées et l'évolution des standards, pratiques, et le respect de la Loi en matière de protection de la jeunesse. Depuis ce constat réalisé à la suite de cette enquête systémique, plusieurs enquêtes de la Commission ont mis en évidence des lésions de droit dont les enfants sont victimes à cause de standards de pratique qu'il est urgent de réviser.
Le 15 août 2019, après deux années de suivis auprès du MSSS et prenant acte que :

- Selon le Ministère, les travaux d'un groupe d'intervention tactique (GIT) mis en place par le MSSS sont en cours de réalisation;
- Le Ministère affirme que dans le cadre des travaux du GIT, la révision des standards de pratique en protection de la jeunesse a été inscrite comme action prioritaire au plan d'action Agir sur les conditions d'accès, de qualité et de continuité des services de protection de la jeunesse puis inscrite à un grand chantier ministériel;
- Les travaux en cours seraient à leur seconde phase, soit la collecte et la synthèse des données et que les groupes de travail seront formés afin de documenter l'ensemble des changements ayant un impact sur l'intervention en protection de la jeunesse.

La Commission reconduit le suivi de cette recommandation et demande au MSSS de déposer auprès de la Commission en échéancier détaillé. Un document intitulé *Plan de travail – Révision des standards de pratique en protection de la jeunesse* a été reçu en octobre 2019 ainsi que l'échéancier prévoyant la fin des travaux de révision des standards de pratique en protection de la jeunesse en avril 2021. Le

dernier état de situation officiel a été reçu à la Commission le 11 janvier 2022. Des échanges supplémentaires sur l'avancement des travaux ont eu lieu par la suite.

La Commission constate l'inscription d'actions concernant cette recommandation dans l'état d'avancement des travaux quant à la mise-en-œuvre des recommandations de la Commission Laurent. Nous poursuivons le suivi de cette recommandation mais déplorons que, considérant l'importance de cette recommandation dans le système de protection de la jeunesse, elle ne soit pas encore mise en œuvre près de six ans plus tard.

Enquête sur la situation des enfants Inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava

En mai 2021, la Commission met en lumière la situation d'enfants inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Unité Ulluriaq filles et Unité Ulluriaq garçons) ainsi que dans les unités de réadaptation de Salluit et d'Inukjuak.

L'enquête a permis de constater de sérieuses lacunes au sujet des services reçus à l'application des mesures, soit les délais ainsi que le manque de participation de tous les acteurs impliqués dans l'élaboration des plans d'intervention, l'absence de rencontres en personne entre le jeune et son intervenant à l'application des mesures, l'impraticabilité des interventions systémiques familiales, et les difficultés logistiques et cliniques rattachées à la réintégration du jeune dans sa communauté.

L'enquête a également révélé que les pratiques de surveillance et de restriction des conversations entre jeunes de la DPJ du CIUSSS-ODIM, l'absence de traduction des codes de vie des unités de réadaptation du CIUSSS-ODIM en inuktitut et de banque d'interprètes pour les éducateurs et l'absence de règle claire et explicite dans les codes de vie des unités de réadaptation et directives de la DPJ du CIUSSS-ODIM, relatifs à la surveillance des conversations entre jeunes hébergés contreviennent aux droits des jeunes inuit à la préservation de leur identité culturelle et à l'usage libre et sans contrainte de leur langue.

Enfin, elle a permis de démontrer que les jeunes inuit hébergés dans les unités de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-L'Île-de-Montréal ne recevaient pas de scolarisation qualifiante, tout comme ceux qui sont hébergés dans les unités de réadaptation sous l'autorité du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava situées à Dorval.

Au terme de l'enquête, la Commission émet 32 recommandations dont certaines adressées au **ministre de l'Éducation du Québec**.

Ainsi, la Commission a effectué le suivi des recommandations suivantes :

1. Trouver une solution durable à la question de l'admissibilité à l'enseignement en anglais des enfants Inuit hors territoire, et, plus précisément, les enfants hébergés par un directeur de la protection de la jeunesse;
2. Mettre en place un mécanisme de surveillance de la scolarisation des jeunes Inuit hors territoire afin de s'assurer qu'aucun enfant ne se retrouve dans une situation de non-fréquentation scolaire par défaut d'obtenir une déclaration d'admissibilité à l'enseignement en anglais;
3. Élaborer un guide synthèse accompagné d'une formation destinée aux partenaires impliqués afin d'expliquer les démarches à entreprendre et les responsabilités des différentes parties;
4. Intégrer et recueillir des données sur les enfants autochtones, notamment relativement aux demandes d'admissibilité à l'enseignement en anglais et à leur fréquentation scolaire.

Le suivi des recommandations 1 et 3 ont été jugées satisfaisantes par la Commission. Par contre, nous sommes toujours en attente d'un avancement en ce qui à trait aux recommandations 2 et 4. Malgré une extension accordée quant au délai de réalisation ainsi que de nombreux rappels, nous sommes sans retour du MEQ depuis plusieurs mois.

De plus, la Commission fait les recommandations suivantes, en vertu de l'article 23 e)

Au **ministre délégué à la Santé et aux Services Sociaux** :

- Que, conformément à l'Appel à l'action 116 de la CERP, le MSSS développe, en collaboration avec les communautés autochtones, des orientations et lignes directrices au sujet des soins culturellement sécurisants pour les jeunes autochtones fréquentant les centres de réadaptation du système québécois de protection de la jeunesse et des outils cliniques validés auprès d'eux

Au **ministre de la Justice** :

- De débuter des travaux législatifs et réglementaires au sujet des dispositions la CLF concernant l'admissibilité à l'enseignement en anglais des jeunes autochtones résidant à l'extérieur de leur territoire, l'objectif étant de faciliter et d'assurer leur accès à l'éducation et de respecter leurs droits fondamentaux lorsque leur situation est prise en charge en vertu de la LPJ.

À la **Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik :**

- De créer un système de réadaptation autonome au Nunavik, permettant d'y héberger tous les enfants inuit résidant sur son territoire, et de lui faire état de son plan d'action, pour le plus grand intérêt des enfants inuit.

Le 23 juin 2021, la Commission est informée par le ministère de la Santé et des services sociaux qu'un groupe de travail a été mis sur pied afin d'examiner les dispositions spécifiques aux enfants et aux familles des Premières Nations et Inuit dans la LPJ. De plus, le MSSS a demandé au CSSSPNQL de réfléchir à une approche impliquant différents partenaires des Premières Nations pour mettre en œuvre les appels à l'action 115 et 116 de la CERP. Ils sont en attente d'une proposition de la CSSSPNQL à cet égard. Enfin, le MSSS s'est engagé à élaborer un plan de formation dans le cadre de la démarche gouvernementale pilotée par le Secrétariat aux affaires autochtones. Nous n'avons pas reçu plus d'informations à cet égard.

Le 11 mai 2022, le Ministre délégué à la jeunesse, transmet une correspondance aux PDG des CISSS, des CIUSSS et du Centre régional de santé et des services sociaux de la Baie-James ainsi qu'à la directrice générale de la Régie régionale de la santé et des Services sociaux du Nunavik et au directeur général du Conseil Cri de la santé et des services sociaux à l'effet qu'un établissement doit s'assurer d'avoir recours à tous les moyens possibles pour la sécurisation culturelle des usagers avant de restreinte les communications dans leur langue maternelle.

La Commission poursuivra le suivi de ces recommandations.

Question 151

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2022-2023.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

	2022-2023 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	379

Entre le 1er avril 2022 et le 28 février 2023, la Commission a traité un total de 379 demandes d'enquêtes en matière jeunesse, soit une de plus que l'année précédente. Nous considérons cette augmentation non significative d'un point de vue statistique.

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2022-2023 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	222

Une fois la demande d'enquête reçue, la Commission doit en analyser la recevabilité à partir de critères précis afin de décider si elle peut ouvrir un dossier d'enquête.

Le nombre de dossiers d'enquête ouverts connait, encore une fois cette année, une légère baisse (de 233 à 222 dossiers). La Commission a poursuivi cette année son exercice d'optimisation de ses processus qui inclus, entre autres, un support plus accru du travail en matière de recevabilité ainsi qu'une bonification de l'offre de formation et d'opportunités d'activités de développement professionnel. Le résultat est une orientation plus rapide des dossiers vers le service des enquêtes ou vers un partenaire externe plus à même de supporter le requérant si l'objet de la plainte n'est pas dans le champ de compétence de la Commission. Davantage de références sont effectuées à l'étape antérieure à l'ouverture de l'enquête, ce qui permet à la population d'avoir une réponse plus rapidement à ses interrogations et préoccupations.

DOSSIERS FERMÉS

	2022-2023 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	199

Entre le 1er avril 2022 et le 28 février 2023, la Commission a traité et complété 199 dossiers d'enquête en matière jeunesse. La pénurie de personnel a affecté la capacité de traitement de la Direction des enquêtes jeunesse. En effet, malgré de grands efforts de recrutement, le service des enquêtes a eu, pendant plusieurs mois, seulement 30% de ses postes dotés, comblés et occupés.

DOSSIERS ACTIFS

	2022-2023 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	115

Cette donnée représente le nombre de dossiers d'enquête ouverts, dans la Direction des enquêtes jeunesse, au 28 février 2023. Ce sont exclusivement des dossiers dont la situation a été jugée comme faisant parti de la compétence d'enquête de la Commission. Nous notons une hausse comparativement à l'année dernière (115 dossiers actifs), et ce, malgré une légère baisse au niveau des enquêtes autorisées. Les situations sont plus complexes, ce qui génère un délai de traitement un peu plus long. De plus, la médiatisation de certaines situations en fin d'année a généré une augmentation d'appels à nos services.

LES DÉLAIS

	2022-2023 (28 FÉV)
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTE (EN JOURS)	107

Le 18 mars 2022, la Commission a adopté sa nouvelle Déclaration de services aux citoyennes et citoyens, se dotant de nouvelles normes quant à ses délais à toutes les étapes du processus d'enquête jeunesse. En 2022-2023, les attentes animées auprès des équipes de travail reflétaient ces nouvelles cibles.

Le tableau ci-dessus présente une moyenne du traitement d'un dossier d'enquête, à partir de l'assignation pour enquête jusqu'à la dernière activité de la part de la personne responsable de cette dernière. Les travaux d'optimisation du processus donnant des résultats, le délai de traitement en enquête a connu une diminution comparativement à l'année précédente.

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2022-2023		
	DÉLAI MOYEN ATTENDU (EN JOURS)	DÉLAI MOYEN OBTENU (EN JOURS)	NB DE DOSSIERS
RECEVABILITÉ	30	17	332
ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE	45	55	203
ENQUÊTE 2E ÉTAPE	270	153	70

Ce tableau indique les délais de traitement par étape, pour tous les dossiers dont l'étape a été complétée entre le 1er avril 2022 et le 28 février 2023.

Comme expliqué ci-dessus, au cours de l'année 2022-2023, la Commission a poursuivi ses efforts d'optimisation de ses processus visant à améliorer les services rendus à la population en matière de jeunesse, notamment en visant à réduire ses délais de traitement à chacune des étapes du processus d'enquête.

Par conséquent, les cibles sont atteintes dans le secteur de la recevabilité ainsi qu'au niveau de la deuxième étape de l'enquête. Quant à la première étape de l'enquête, celle qui vise à informer le jeune, ses parents et l'établissement mis en cause de la poursuite de l'enquête ou de la fermeture rapide de cette dernière, nous notons que la cible est en voie d'être atteinte. Il est important de noter la forte amélioration de la performance de l'équipe à cette étape, passant de 71 jours en début d'année à 55 jours au moment de l'exercice en cours, soit le 28 février 2023.

Il est également important de rappeler que, à l'instar de l'année dernière, la méthode de saisie des données a été modifié à la Direction des enquêtes jeunesse, amenant des difficultés de comparaison avec les données des années antérieures à celle de 2021-2022.

B. LE DÉLAI MOYEN SELON LE TYPE DE MOTIF DE FERMETURE PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES

	2022-2023
	DÉLAI MOYEN EN JOURS
SITUATION CORRIGÉE AVEC OU SANS ENTENTE	787
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	-
DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ D'ENQUÊTES	**787**

Au cours de l'année 2022-2023, le processus de suivi des recommandations a été modifié, si bien que le Comité des enquêtes ne traite que des nouvelles situations afin d'émettre des recommandations concernant celles-ci. Le suivi des recommandations est désormais assuré par la Direction des enquêtes jeunesse. Cette modification a entrainé un changement dans la méthode de saisie, si bien que les données présentées sont peu comparables à celles de l'année dernière, surtout en termes de nombre de rapports soumis au comité. La donnée calculable est le nombre de recommandations pour lesquelles un suivi a été effectué.

Entre le 1er avril 2022 et le 28 février 2023, 147 suivis de recommandations ont été effectués. De ce nombre, 120 suivis se sont conclus en une fermeture en raison du fait que les actions posées par un mis en cause répondaient à la recommandation de façon satisfaisante. 14 dossiers d'enquête ont pu faire l'objet d'une fermeture complète. Un dossier d'enquête peut faire l'objet d'une ou de plusieurs recommandations. En date du 28 février 2023, 10 dossiers sont toujours actifs à ce stade puisqu'au moins une recommandation fait toujours l'objet d'un suivi.

Il est important de préciser qu'une fois la décision rendue par le comité des enquêtes, à l'étape du suivi de la mise en œuvre des recommandations par le mis en cause, le délai n'est plus sous la responsabilité unique de la Commission, les mis en cause étant responsables de la mise en œuvre de ces dernières au sein de leur organisation ou leur établissement.

Question 152

EFFECTIFS POUR 2022-2023 ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2022-2023	EFFECTIFS EN PLACE (POSTES OCCUPÉS)
PERSONNEL D'ENCADREMENT		
CONSEILLER CADRE STRATÉGIQUE	1	1
DIRECTEUR	8	8
DIRECTEUR PRINCIPAL DES OPÉRATIONS	1	1
DIRECTEUR PRINCIPAL ET SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	1	1
TOTAL	**11**	**11**
PERSONNEL PROFESSIONNEL		
CONSEILLER EN COMMUNICATION	4	4
CONSEILLER EN ÉDUCATION ET COOPÉRATION	12	12
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	6	6
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	4	5
CHERCHEUR	5	5
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	14	14
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	8	10
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	3	3
CONSEILLER JURIDIQUE	21	24
COORDONNATEUR	12	12
ENQUÊTEUR	25	26
MÉDIATEUR	5	7
TOTAL	**119**	**128**
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		
AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE	0	0
AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	10	13
BIBLIOTECHNICIEN	1	1
SECRÉTAIRE	2	2
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	12	12
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	16	16
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TOTAL	**51**	**54**

GRAND TOTAL	**181**	**193**